



Place des Nations, lieu des cérémonies officielles quotidiennes. Photo prise le jour de l'ouverture, il y a 20 ans. Les nostalgiques peuvent reconnaître, de gauche à droite, la silhouette de pavillons importants: La Grande-Bretagne, avec son beffroi (juste devant, les reliefs du pavillon d'Israël se confondent avec lui); légèrement à droite, le pavillon de la France; en plein centre, le pavillon Chrétien, avec, à côté, la forêt des drapeaux qui surmontent le pavillon des Nations Unies; puis, en forme de téepee, le pavillon des Indiens du Canada; ensuite, les pignons du pavillon de l'Ontario et la grande toiture du pavillon des Provinces Maritimes; enfin, marqué par la feuille d'érable, le Pavillon du Canada, le plus grand de l'Expo.

PHOTO PIERRE MCCANN, LA PRESSE

Une expérience d'humanisme dans un air de fête et de couleur



JEAN RIVEST

Six mois d'euphorie, de ravissement, d'extase, mais aussi d'un peu de réflexion philosophique. Expo 67, ouverte officiellement le 27 avril, il y a 20 ans, a été, pour des millions de personnes, une irrésistible et joyeuse invitation à un peu plus de sagesse.

Par delà l'architecture, par delà le décor de la nature aménagée, des îles faites de main d'homme tirées du lit du Saint-Laurent, par delà l'exotisme visible dans une centaine de pavillons nationaux, privés et thématiques, l'Exposition universelle et internationale de Montréal, a été, en définitive, une expérience humaine, plus, humaniste.

Les îles enchantées ont reçu plus de 50 millions de visites en 185 jours.

Dès 1963, aux premiers stades de la planification, le thème de l'Expo avait été fixé: «Terre des Hommes», titre d'un des principaux ouvrages d'Antoine de Saint-Exupéry, aviateur et écrivain français qui a fait sa marque vers le milieu du XX^e siècle. Ses adeptes, nombreux à Montréal dans les années d'après-guerre, l'appelaient familièrement Saint-Ex.

Dans son oeuvre, de «Vol de nuit» à «Citadelle», en passant par «Le Petit prince», Saint-Ex s'intéresse à l'homme, à sa liberté et à sa dignité. Aujourd'hui, certains le voient comme un philosophe naïf. Mais, curieusement, il se trouve en 1987 des jeunes dans la vingtaine pour faire de «Citadelle», oeuvre postume de ce romancier, philosophe et homme d'action mort à la guerre au cours d'un vol de reconnaissance — son avion portait des appareils photo car il refusait les armes — un livre de chevet.

En 1963, donc, une douzaine de personnalités universitaires, scientifiques et autres, «les sages de Montebello» comme on les a appelées, non seulement définissaient l'orientation de l'expo qui allait avoir lieu dans quatre ans à Montréal, mais innovaient en décrétant que cette exposition-ci aurait des pavillons thématiques. Ainsi, on allait pouvoir développer l'idée maîtresse par les techniques audio-visuelles les plus modernes et faire d'Expo 67 une sorte de livre gigantesque ouvert grand pour la contemplation, l'émerveillement et la l'édification des visiteurs.

Une belle unanimité

Cette décision eut aussi un autre effet: les participants (61 pays et 22 entreprises privées et grands organismes comme l'ONU et la CEE) choisirent d'emboîter le pas et d'orienter leur participation

dans le sens du thème général de Terre des hommes.

Un exemple éloquent. Pour la première fois dans l'histoire récente des expositions internationales — la plus ancienne remonte à 1851, à Londres, sous la reine Victoria, au célèbre Crystal Palace — l'Etat du Vatican n'eut pas de pavillon. A la place, les Eglises catholique romaine, grecque orthodoxe et grecque ukrainienne, ainsi que cinq confessions protestantes s'unirent pour offrir le Pavillon chrétien. Là, pas d'image du Christ, pas de chapelle, pas de vitraux, pas de tableaux religieux. Une seule croix en forme de T, croix de saint André, placée à l'extérieur. Et dans le pavillon, de frappantes représentations visuelles et sonores de la vie quotidienne des êtres humains aux quatre coins du monde, soutenant une invitation à réfléchir à un possible «huitième jour» où l'humanité pourrait peut-être trouver ce qui manque à chacun des sept jours de ses semaines.

Au cours de sa visite à titre de chef d'Etat, le président de la république italienne, M. Giuseppe Saragat, n'a pas manqué de souligner le caractère particulier d'Expo 67 et de féliciter le commissaire général, Son Excellence Pierre Dupuy, pour avoir «placé au centre de son initiative le facteur humain, l'homme dans sa vie quotidienne, dans son travail et dans l'expression de ses talents multiformes, l'homme dans ses rapports avec les autres individus...»

Dans les pavillons thématiques aux constructions bizarres (audacieux et discutables assemblages de tétraèdres tronqués qui ont tant fait couler d'encre, fait dépenser tant de salive) chaque spectacle, chaque salle, chaque vitrine avait ce caractère festif qui aurait pu laisser croire que l'Expo n'était qu'une joyeuse partie de plaisir. C'est vrai que régnait une ambiance de kermesse, de foire, de joyeux party. Ou'on se rappelle le passage de la chanson offi-

cielle d'Expo 67, «Un jour, un jour», oeuvre de Stéphane Venne:

Nous ferons la fête

Sur une île inventée

Sortie de notre tête

Toute aux couleurs de l'été.

Mais il y avait derrière tout ça du sérieux. Il suffit de se rappeler quelques sous-thèmes formant les titres des pavillons thématiques: *L'homme et la vie*, où le visiteur entraînait littéralement dans une macro-cellule humaine; *L'Homme et la mer* qui rappelait que celle-ci couvre les deux tiers du globe et que l'humanité doit la connaître; *Le génie créateur de l'homme*, le musée des musées, si l'on peut dire, puisqu'il rassemblait en un même lieu 180 chefs-d'oeuvre provenant des grands musées du monde — dans l'édifice qu'occupe aujourd'hui, Cité du Havre, le Musée d'art contemporain —; *Habitat 67*, étonnante pyramide de 12 étages ouvrant une fenêtre sur l'habitation ur-

baine de demain; *L'Homme dans la cité* qualifié de l'un des plus gracieux édifices de l'Expo, mais dans lequel le visiteur ne manquait pas d'être confronté au caractère agressif de la ville moderne, de prendre conscience des poisons qu'elle distille, s'il ne prend pas garde, etc.

Un bien-être contagieux

De la modeste tente octogonale de l'île Maurice jusqu'à l'imposante sphère géodésique américaine, passant par la mystérieuse Place d'Afrique, les pavillons des 61 pays participants n'en offraient pas moins. Dans chaque cas, c'était en même temps une fenêtre sur le pays, avec ce que cela charrie de propagande, naturellement, mais aussi, dans de très nombreux cas, un effort pour montrer comment les questions humaines fondamentales sont abordées, parfois résolues ou en tout cas vécues, dans ces pays souvent si éloignés de Montréal, tant

par la distance réelle que par l'exotisme.

On pouvait dire, sans risque d'avoir tort, qu'Expo 67 s'étant mise à l'heure de l'humanisme intégral, le monde entier qui s'y était donné rendez-vous, avait fait les efforts nécessaires pour se mettre au même diapason.

Cela ne pouvait être que contagieux. Le visiteur se sentait petit à petit transformé, inévitablement, à mesure qu'il marchait dans les allées, autour des plans d'eau, qu'il se frottait à la foule. Patientant dans les files d'attente, sortant, par exemple, ébloui, du pavillon du Japon, dans l'île Sainte-Hélène, tout en lignes droites et fait de lourd béton, émerveillé par l'art de l'arrangement floral autant qu'impressionné par la puissance industrielle et le miracle électronique, ou quittant, la tête pleine, la tente toute en courbes de la République fédérale allemande, dans l'île Notre-Dame, avec l'impression d'avoir presque croisé Gutenberg, le visiteur était incapable de ne pas aimer un peu plus la Terre des hommes, et peut-être, au fond de lui, un peu plus aussi l'humanité elle-même.

Image idyllique? Illusion? Lessivage de cerveau? On l'a dit. Mais lorsque le vague bien-être, que l'on éprouve à se sentir en communication avec les personnes qui sont autour de soi, se transforme en une réflexion personnelle sur ce qui est humain, quand la géographie, les nationalismes, les races, les coutumes, les cultures, les modes et les manières de faire et de penser, au lieu de constituer des barrières, deviennent des traits d'union, alors on vit une expérience d'humanisme.

C'est précisément cela qui a eu lieu dans les îles enchantées d'Expo 67, au milieu des eaux vives du Saint-Laurent, pendant six mois, il y a vingt ans, ici, à Montréal.

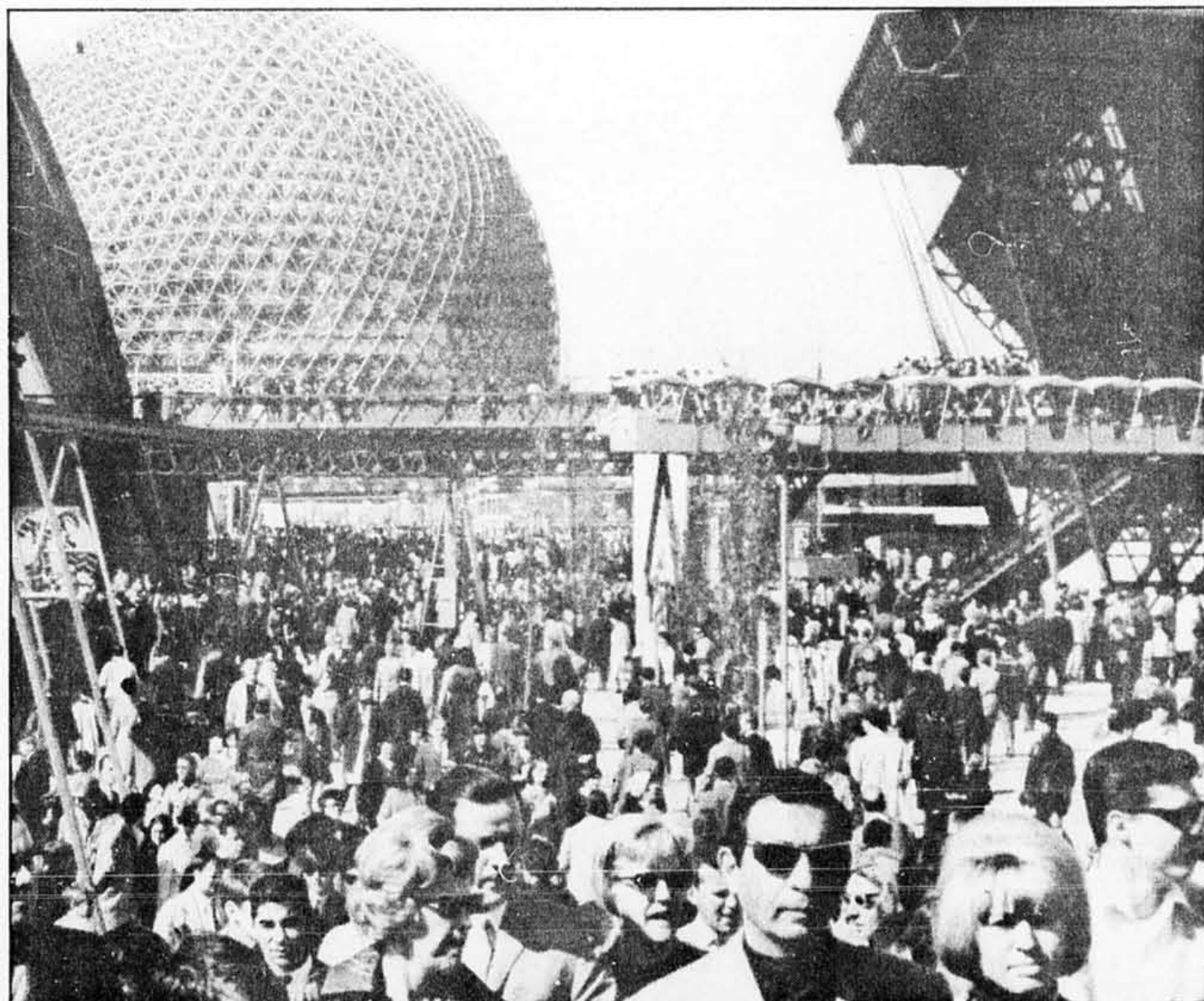
Le signe le plus visible, encore aujourd'hui, de l'orientation humaniste de l'événement est le fait que la plus grande sculpture de l'Expo est justement *Homme*, l'énorme statue de Calder, qui se dresse encore tout près du pont de la Concorde, dans l'île Sainte-Hélène. Il était alors entre le pavillon des pays scandinaves (maintenant disparu) et la Place des Nations, lieu des cérémonies officielles quotidiennes.

En allant au Palais de la civilisation (l'ancien pavillon de la France), pour les grandes expositions comme les Trésors de la Chine, et, cette année, l'Or des Thraces, on passe juste à côté. C'est d'ailleurs un peu triste de voir la cette sculpture abandonnée qui pourrait avantageusement orner une place ou un square de Montréal... Elle pourrait rappeler aux Montréalais qu'ils ont été invités, il y a 20 ans, à un peu plus d'humanisme.

Les arts et les jeux

Pendant que les foules se pres-

SUITE À LA PAGE B 4



Cette photo a été prise le 30 avril 1967, le premier dimanche d'Expo 67. Sur les 1 000 acres des îles enchantées, une foule d'un demi-million de visiteurs ont fait le tour des pavillons. De part et d'autre de la photo, les pavillons thématiques de l'île Sainte-Hélène. Au fond, la sphère géodésique de l'impressionnant pavillon des États-Unis.

Le cas Chartrand donne espoir à d'autres

Le cas Réal Chartrand: une première dans les annales des libérations conditionnelles au Canada. Une dimension humaine dans un système qui semble en avoir très peu. Un texte de notre chroniqueur judiciaire Joyce Napier.



B 3

Une sécurité sociale qui coûte cher

Les chiffres de la sécurité sociale, dont le budget dépasse de 15 p. cent celui de l'Etat en France, ont de quoi donner le vertige. Le gouvernement français cherche à réduire la note sans pour autant commettre un suicide politique. Un texte de notre collaborateur Louis-Bernard Robitaille.



B 6

Des vacances politiques à l'ombre de l'apartheid

Jooneed Khan croyait se reposer en se rendant dans son pays natal — l'île Maurice — après son périple en Afrique australe dont vous avez lu les comptes-rendus dans La Presse ces dernières semaines. Mal lui en prit...



B 7

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président éditeur

Michel Roy
éditeur adjoint

Claude Gravel
directeur de l'information

Jean-Guy Dubuc
editorialiste en chef

Éditorial

Tristesse à l'UQAM

La situation qui persiste à l'UQAM est triste. On a vraiment le sentiment de se trouver en plein vendredi-saint sans espoir de pâques. Il est évident que l'affrontement actuel, tel qu'il se poursuit présentement, ne peut conduire à une solution. Il faut autre chose.

Situation triste parce que des milliers d'étudiants sont tenus en otage; il faudrait parler d'injustice autant que de tristesse. Mais aussi parce que l'université, haut lieu de savoir et de réflexion, voit une grande partie de ses activités interrompues à cause d'un conflit qui ne devrait même pas exister. On arrête de penser, d'apprendre et de travailler pour un débat qui n'a pas de solution dans une négociation salariale. On ne touche pas le fond du problème; en attendant, on érige d'autres problèmes à l'université, aux professeurs, aux étudiants et à la société. C'est ainsi que le Québec est fait; c'est ainsi qu'il piétine et qu'il se rétrécit chaque jour.

D'abord, disons tout de suite que ce ne sont pas les manifestations devant les bureaux du gouvernement qui vont influencer les gouvernants. Si c'était le cas, il faudrait pleurer sur nos gouvernants et sur ceux qu'ils gouvernent.

La solution ne se situe pas dans un rapport de force. Elle ne se trouve pas dans des chiffres que l'on change pour parvenir à un heureux compromis qui permettrait de crier victoire d'un côté comme de l'autre. Elle ne se trouve pas, non plus, dans les injures lancées aux adversaires, comme on en entend souvent dans d'autres conflits où l'échange des idées est impossible. La solution doit être pleinement rationnelle. Donc, raisonnée, logique, respectueuse des personnes en situation et de la société où elles évoluent.

Ce qui signifie qu'il faut deux solutions: une à court terme et une autre à long terme.

Commençons par le long terme: il peut toujours trouver davantage d'appuis.

Le problème des charges de cours de l'UQAM en est un de financement de l'université. Mais pas parce que les charges de cours ne sont pas convenablement payées; simplement parce qu'ils sont trop nombreux et, surtout, trop nombreux à exercer des fonctions qui devraient appartenir à des professeurs réguliers. Pour former une équipe de professeurs valable, de celles qui assurent la réputation d'une université, il faut les sommes d'argent suffisantes. Ce dont ne dispose pas l'UQAM. A cause de mauvais choix de l'administration? A cause des exigences gouvernementales? A cause de priorités sociales mal placées? On verra plus tard. Mais il est évident que l'UQAM a besoin de plus d'argent pour survivre.

A court terme, si les charges de cours veulent absolument être traitées comme des professeurs réguliers, il va falloir qu'ils acceptent d'être évalués de la même façon; ils recevront donc un salaire correspondant à leur compétence. Et un détenteur de baccalauréat, enseignant une première fois, apprendra qu'il faut davantage pour devenir professeur régulier, et pour le demeurer.

Si le syndicat refuse des salaires divers, il devra accepter l'offre actuelle à tous ses professeurs pour une simple raison: c'est celle qui respecte le mieux les multiples facettes de la réalité où ils se trouvent présentement.

Jean-Guy DUBUC

L'autre sommet

L'offre de désarmement nucléaire faite par M. Gorbatchev au secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est très alléchante. Elle permettrait aux deux superpuissances de faire un pas important vers le désarmement sans compromettre leur propre sécurité. M. Gorbatchev a pourtant dû se douter que les alliés européens des États-Unis seraient moins impressionnés par son offre que les États-Unis. Quel que soit le sort ultime de sa proposition, M. Gorbatchev aura semé un peu de méfiance et de discorde au sein de l'Alliance atlantique.

Alors que les États-Unis ont montré de l'intérêt pour la proposition soviétique, l'Allemagne et la Grande-Bretagne l'ont accueillie avec une certaine réserve. Comme Mme Thatcher l'avait expliquée à M. Gorbatchev il y a deux semaines, la dissuasion nucléaire est un élément essentiel de la défense de l'Europe de l'Ouest. Les Européens veulent des garanties que le retrait ou la destruction de missiles à courte et à moyenne portée ne les expose pas à une supériorité soviétique contre laquelle leur dispositif de défense ne serait pas capable de riposter. Ils se souviennent encore du sommet de Reykjavik où un accord a failli les dénuier de leurs défenses.

M. Gorbatchev s'en souvient aussi et l'Union soviétique a rapidement mis les États-Unis en garde de ne pas s'abriter derrière leurs alliés et de ne pas laisser trainer les consultations au sein de l'Alliance atlantique jusqu'aux calendes grecques. Ils ont raison: il ne faudrait pas laisser échapper une occasion aussi bonne pour amorcer le processus de désarmement nucléaire à cause de discussions stériles.

Pour calmer les inquiétudes des Européens, Washington serait bien inspiré de saisir l'initiative dans le domaine du désarmement conventionnel. Si les forces qui se trouvent les unes en face des autres en Europe étaient moins importantes et mieux équilibrées, il serait possible de diminuer les risques d'un conflit qui pourrait dégénérer rapidement en affrontement nucléaire.

Les difficultés viennent une fois de plus des alliés européens qui sont directement impliqués dans le processus. Les États-Unis veulent des négociations entre l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie — un processus qui permettrait plus facilement d'établir un lien avec les négociations bilatérales sur le désarmement nucléaire. En revanche, la France et certains autres pays voudraient entamer ces négociations dans une conférence de 35 pays européens — un forum qui ne promet pas des résultats rapides.

Il est pourtant important que les États-Unis et leurs alliés puissent formuler une réponse constructive à l'offre de M. Gorbatchev et qu'ils le fassent à temps pour que M. Gorbatchev et le président Reagan puissent se rencontrer au sommet cet automne. Le sommet économique de Venise en mai sera peut-être l'occasion de définir une politique commune. On saura alors si le président Reagan et ses alliés sont aussi aptes que M. Gorbatchev à improviser des propositions hardies.

Frédéric WAGNIÈRE

STCUM...
M. DORÉ NE DIT MOT
AUX JOURNALISTES



DROITS RESERVES

TRIBUNE LIBRE

Enlever la formule Rand

■ Le gouvernement devrait enlever le droit à la formule Rand (perception des cotisations syndicales à la source) aux employés de la STCUM qui ont encore une fois pris en otage les usagers du transport en commun.

C'est quand ça fait mal au portefeuille que certaines gens comprennent qu'il faut être raisonnables.

R. MARCOUX
Montreal

Chargé de cours outragé

À monsieur Jean-Guy Dubuc ■ Dans votre article intitulé «Le Financement de l'UQAM» paru dans *La Presse* du jeudi 9 avril, vous affirmez naïvement que les charges et chargées de cours de l'UQAM réclament un salaire de \$100 l'heure, exigence interprétée à jamais comme injustifiable. (...)

Sachez, monsieur Dubuc, qu'une prestation de cours de calibre universitaire se prépare avec minutie, stratégie, analyses et vérifications. (...) Nombre total d'heures de travail (dans mon cas): 357 heures. Au salaire actuel le taux horaire revient à \$8.26 (\$2950/357 h).

L'ajustement revendiqué par les chargés et chargées de cours est de \$13.30 (\$4750/357 h). Dans le contexte des échelles salariales de l'ensemble du corps social, la demande est-elle à ce point irrecevable? (...) Conjugue au stress de l'ensei-

N.B.

■ Priorité est accordée sous cette rubrique aux lettres COURTES (20 lignes et moins) se rapportant à des articles publiés dans *La Presse*. Elles doivent être signées et comprendre le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'auteur. *La Presse* ne s'engage pas à toutes les publier et se réserve le droit de les abréger au besoin. Les adresser à: Tribune libre, *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montreal H2Y 1K9.

gnement, à l'insécurité d'emploi, aux conditions (im)materielles de travail, notre salaire, véritablement, connote le ridicule.

Non, monsieur Dubuc, entre les chiffres que vous omettez d'expliquer, soufflé le mécontentement, l'injustice. Votre mépris, d'écrire sans savoir, d'exprimer sans réfléchir, devrait être réservé pour vos silences.

Oui, l'enseignement, pour nous, chargés et chargées de cours, est une affaire de cœur. Il serait temps que soit légitime notre apport à la société.

Denis AUBIN
Chargé de cours en études littéraires

Au plus fort la poche!

■ Je comprends les revendications des charges de cours de l'UQAM, mais de là à les plaindre...

À l'assemblée du 6 avril au cégep du Vieux-Montreal, lorsque le président des charges-de-cours s'est dit préoccupé par

la qualité de l'éducation, prétexte à la mobilisation, j'ai douté. Je ne crois pas qu'en doublant leur salaire et en satisfaisant à leurs autres demandes, on changera quoique ce soit au système d'éducation. Cela améliorera leur condition de vie, c'est tout. (...)

Soyez honnêtes! Avouez que vous défendez vos intérêts et pensez à votre carrière avant tout. Vous savez, beaucoup de gens font cela, à commencer par les membres de l'administration universitaire.

Ralph ROUZIER
Montreal

Les femmes violentées

■ Avec mes deux enfants, j'ai été résidente à deux reprises dans un centre d'hébergement pour femmes victimes de violence. Sans cette aide, je n'aurais pas confiance en moi aujourd'hui et encore moins en l'avenir. Les maisons d'hébergement répondent à un besoin vital de notre société qui encourage trop souvent la violence par ses médias d'informations.

En cette année des sans-abri, pourquoi ne pas augmenter la subvention des maisons qui offrent un toit, de la nourriture et de l'écoute à des centaines de femmes blessées moralement ou physiquement? Elles pourraient par exemple s'enrichir de monitrices qui s'occuperaient des enfants pendant que les résidentes effectuent leurs démarches (cour, avocat, aide sociale, assistance juridique, recherche d'un logement, déménagement).

Tant d'argent est employé à robotiser l'homme ou à faire la guerre, pourquoi ne pas en donner aux maisons d'hébergement qui essaient d'apporter un peu plus d'amour à des êtres défavorisés?

GINETTE GUILBEAULT
Pont-Viau, Laval

Un monde fou, fou, fou

■ Comme beaucoup de gens dont les opinions semblent être contraires à la majorité, je crains toujours de les exprimer par écrit. Par contre, je lis quelquefois les lettres des lecteurs et me réjouis lorsque certaines personnes ont le courage de dire ce que je pense. C'est donc avec plaisir que j'ai lu la lettre de M. Jean Remillard dans *La Presse* du 26 mars dernier, lettre dans laquelle il faisait la relation entre les avortements pratiqués au Québec et l'adoption internationale.

Je suis entièrement d'accord avec lui sur cette situation et je trouve sa solution tout à fait logique.

Depuis des années, je peste contre ces avortements et avortés qui tuent les enfants par milliers avec la complaisance des gouvernements pendant que des couples, avides de publicité, dépensent l'équivalent de mon salaire annuel pour adopter des enfants sud-américains. Si c'était vrai que le ridicule tue, il resterait peu d'habitants sur la planète. Pour citer le titre d'un film de Spencer Tracy, «It's a mad, mad, mad world». (C'est un monde fou, fou, fou).

Jean-Claude SALMAN
Anjou, Québec

LECTURE

Les deux visages d'un siècle

PIERRE VENNAT

Montreal célèbre cette année le centenaire de sa Chambre de commerce. L'an dernier, on célébrait celui de son Conseil du travail. Chacun des deux organismes y est allé de la publication d'un volume racontant à sa façon les événements socio-économiques d'un même siècle, au même endroit, vécu de façon visiblement différente.

À lire simultanément *Un siècle à entreprendre — La Chambre de commerce de Montréal 1887-1987*, aux Éditions Libre Expression, et *Cent ans de solidarité — Histoire du CTM 1886-1986*, chez VLB Éditeur, on a en effet l'impression qu'on ne parle pas de la même période. Chose certaine, on analyse la même réalité avec des yeux différents.

On ne peut blâmer les deux organismes d'avoir voulu présenter à leur façon les événements. Mais on peut blâmer les historiens de ne pas avoir pré-

sente aux Montréalais une histoire socio-économique neutre de la métropole, de 1886 à nos jours. Pour une ville qui compte quatre universités, chacune avec son département d'histoire, le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est curieux. Surtout si l'on compte les nombreux ouvrages produits sur les débats constitutionnels depuis la Confédération ou sur notre histoire politique, tant fédérale que provinciale.

Cela dit, les deux ouvrages collectifs sont fort intéressants, d'autant plus que tous deux, présentés dans des formats analogues, sont agrémentés de photos d'époque et faciles à lire.

On y apprend que la Chambre de commerce de Montréal est le résultat d'une affirmation nationaliste. «Ni le climat politique ni les mentalités ne favorisaient la collaboration au sein d'une institution unique qui aurait été le Board of Trade», peut-on lire dans l'histoire de la Chambre.

«Même si on renonçait à l'idée de collaboration égalitaire à l'intérieur d'un organisme unique, on croyait fermement que l'essor économique de Montréal et le bien-être matériel de sa population devaient reposer sur l'entente, malgré des situations et des relations souvent discriminatoires. Cette idée est cependant souvent allée à l'encontre des aspirations nationalistes, qui se sont toujours identifiées à l'idée de nation et d'État. Cette situation a contribué énormément à perpétuer le sentiment d'une cloison étanche séparant l'activité économique et la vie culturelle et même à faire planer, en diverses périodes de crise, certains doutes sur le patriotisme et l'enracinement des hommes d'affaires francophones.»

Si donc, de l'aveu même des auteurs de l'histoire de la Chambre de commerce, «les hommes d'affaires ont pendant longtemps soulevé la méfiance, sinon l'hostilité», les syndiqués n'ont guère eu meilleure presse.

En 1886, les fondateurs du Conseil du travail décrivaient son but en ces termes: «Que nos enfants soient plus heureux, plus libres, plus instruits et plus prospères que nous le sommes.»

Les fondateurs des deux organismes avaient choisi, chacun dans leur domaine, «l'affirmation collective». Pendant longtemps, les dirigeants, tant de la Chambre de commerce que du mouvement syndical local, se sont heurtés à l'idéologie dominante qui proclamait, tel Monseigneur Louis-Adolphe Paquet à l'occasion des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, que «notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées».

Cent ans plus tard, il y aurait lieu qu'un historien neutre rédige une véritable histoire socio-économique de Montréal.

Un siècle à entreprendre — La Chambre de commerce de Montréal 1887-1987, Éditions Libre Expression, 191 pages. *Cent ans de solidarité-Histoire du CTM 1886-1986*, VLB éditeur, 150 pages.

LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Le cas Chartrand donne espoir aux autres détenus



JOYCE NAPIER

« Vous avez réhabilité ma conscience. » C'est ainsi que Réal Chartrand, 43 ans, ancien condamné à mort, a remercié il y a 15 jours un jury d'Assises qui venait de décider presque unanimement qu'il était désormais admissible à une libération conditionnelle. Un chapitre venait de s'inscrire dans les pages d'histoire du droit canadien, et ce n'est pas parce que le prisonnier, fers aux pieds, avait les larmes aux yeux ni parce que ce verdict était accueilli par une nuée d'applaudissements dans la salle.

Jamais telle procédure n'avait été intentée au Canada. Aussi les avocats de la défense, le représentant du ministère public, ainsi que le juge André Biron, de la Cour supérieure, qui avait instruit ce jury de sept femmes et cinq hommes, n'étaient pas toujours sûrs de la façon d'interpréter l'article de la loi qui permet, depuis 1976, aux prisonniers condamnés à la perpétuité de demander à leurs pairs, après 15 ans, de décider si la peine a été suffisante.

D'ici à la fin juin, la commission des libérations conditionnelles, après avoir mené son enquête, décidera si une remise en liberté est de rigueur, si le prisonnier devra attendre encore avant de réintégrer la société ou si, progressivement, il pourra redevenir un homme libre.

Réal Chartrand avait déjà purgé 15 ans de pénitencier pour le meurtre, en 1971, de l'agent Gabriel Labelle, de la police municipale de Sainte-Thérèse. Le 4 avril dernier, il ne cachait pas sa joie, lorsqu'après qu'on lui eût enfilé les menottes pour le reconduire à l'établissement Leclerc, il s'est retourné vers les caméras de télévision, levant vers le ciel ses deux mains liées en signe de victoire.

Une première étape

Le prisonnier n'a franchi que la première étape de sa bataille. C'est au tour de la Commission nationale des libérations conditionnelles de décider du sort de ce fils de plâtrier de Villeray, à la feuille de route peu flatteuse, qui veut maintenant devenir écologiste.

« M. Chartrand doit maintenant convaincre la commission qu'il ne représente plus un danger pour la société », a dit le directeur des communications de la commission, à Ottawa, M. Andrew Roy, dans une entrevue avec *La Presse*. Quatre commissaires devront décider si le prisonnier « a le potentiel voulu pour devenir un citoyen respectueux de la loi ».

Pour ce faire, une batterie d'experts passera à la loupe le cas Chartrand. De nombreux observateurs ont été heurtés par cette décision, combien dangereuse disent-ils, de donner une chance à celui qui a fait feu sur un policier dans l'exercice de ses fonctions. Mais le jury, composé de 12 citoyens, n'a pas remis ce détenu en liberté. Il lui a simplement ouvert une porte.

Un autre détenu de Leclerc avait dit, après la décision du jury, que la commission avait maintenant « l'obligation morale de le libérer ». Faux, de rétorquer M. Roy. Ce verdict n'est qu'un des éléments à peser dans la balance. Il y a plus, bien plus que cela.

D'autres éléments

Tout d'abord, les quatre membres de la commission, dont deux permanents et deux commissaires communautaires — qui peuvent être policiers enseignants ou agents immobiliers — devront recueillir une montagne de documents : le casier judiciaire de Réal Chartrand, les rapports de police rédigés après le meurtre, les directives du juge aux jurés à son procès en 1972, les rapports du pénitencier et des organismes sociaux qui ont eu un contact avec le prisonnier. Un agent des libérations conditionnelles fera une évaluation communautaire pour tâter le terrain. La police sera consultée ainsi que des psychologues, des psychiatres et les membres de la famille Chartrand. D'ici quelques mois, une date sera fixée pour l'audition de sa requête et le prisonnier sera entendu à nouveau.

Des statistiques indiquent que des quelque 5 000 requêtes pour des libérations étudiées par la commission, de mars 1985 à mars 1986, seulement 32 p. cent ont été accordées. À la même époque, l'année précédente, plus de 60 p. cent des requêtes étaient rejetées. Il y a plus, d'expliquer M. Roy. 70 p. cent des détenus libérés par la commission n'ont plus jamais donné de fil à retordre aux autorités. Des 30 p. cent qui restent, la moitié a manqué à ses conditions, sans commettre pour cela de crimes, et l'autre moitié a récidivé.

Malgré les données quelque peu encourageantes, le président de la Fédération des policiers du Québec, M. Jean-Guy Roch, se pose des questions. La décision du jury dans l'affaire Chartrand n'a pas démoralisé les policiers, dit-il. Ça les inquiète.

Les dangers

« Ça va permettre à quelques criminels de sortir plus vite qu'il ne faudrait », a dit M. Roch, porte-parole de 8 300 policiers municipaux, en ajoutant qu'écourter des peines de prison pourrait entraîner une recrudescence de crimes. D'après les données de M. Roy, il y avait en 1986 dans les pénitenciers du Canada 1 543 détenus condamnés à perpétuité. De ceux-ci, 323 purgent une peine minimale de 25 ans, comme Réal Chartrand. Pour 220 autres, les peines varient de 11 à 24 ans.

« Un grand nombre pourra se présenter devant un jury », souligne M. Roy, ajoutant que « 25 ans c'est long, c'est très long, on a beau dire que ce n'est pas assez. C'est long ».

La commission pourrait accorder à Réal Chartrand une libération totale qui commencera par des absences temporaires, sans escorte, pour faciliter sa réintégration. Le prisonnier pourrait également jouir de congés quotidiens pour ensuite être placé dans une maison de transition. On pourrait également décider qu'il n'est pas prêt à sortir. Quoi qu'il en soit, Réal Chartrand ne sera jamais tout-à-fait un homme libre. Il aura toujours à se rapporter à un agent des libérations et devra le tenir au courant des changements dans sa vie familiale et au travail. Il devra garder la paix, faute de quoi il retournera à la « cabane ».

Le premier

En faisant cette requête, Réal Chartrand n'a pas joué à saute-moutons avec la loi. Il a seulement été le premier à mettre à l'essai l'article du Code pénal datant de 1976 qui a pris la place du paragraphe sur la peine de mort.

La décision du jury, qualifiée de « très humaine » par les avocats du prisonnier, Mes Robert Sacchitelle et Michel Marchand, démontre peut-être qu'une société qui condamne sait aussi pardonner et que si, preuve en main, un meurtrier peut convaincre ses pairs qu'il a payé cher cet acte insensé et qu'il veut réparer, il y a moyen de satisfaire tout le monde.

Celui qu'on croyait perdu et qu'on voulait éteindre pourra servir d'exemple à bien d'autres détenus qui, comme lui, n'avaient plus d'espoir, et pire encore, n'avaient plus rien à perdre. Ainsi, disent de nombreux observateurs, les prisonniers verront briller une lumière au bout du tunnel des 25 ans fermes et chercheront à sortir plus rapidement, sans filer à l'anglaise, par la grande porte. L'atmosphère toujours tendue des pénitenciers n'en deviendra que moins suffocante.

Louise Grignon, psychologue à l'Institut Leclerc, qui a témoigné pour la défense dans la cause de Réal Chartrand, disait après le verdict qu'elle s'attendait à voir plus de clients maintenant qui ne chercheraient peut-être qu'une « motivation » pour se reprendre en main. La révolte pourrait céder la place à une activité plus constructive, la réparation, puisqu'il y a une lueur d'espoir, une récompense, une sorte de pardon.

« Toute la religion catholique ne tiendrait pas debout s'il n'y avait pas de pardon », a dit Jean-Louis Lévesque, 44 ans, détenu à Leclerc, condamné en 1977 à 25 ans minimum lui aussi, comme Réal Chartrand. « Il y a quelque chose qu'il ne faut pas oublier dans le système, c'est la dimension humaine. »

Et si on injectait cette dimension humaine dans un système qui tend à n'en faire qu'une bouchée, où serait le mal ?



« Vous avez réhabilité ma conscience. » C'est ainsi que Réal Chartrand, ancien condamné à mort, a remercié les jurés il y a 15 jours.



Lysiane Gagnon

Pâques à New York

Sombres canyons bordés de gratte-ciel, centre mondial de l'art contemporain, ultime refuge de l'individualisme, creuset où s'opposent, dans une violence continue mais sans l'explosion qui ferait tout sauter, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, New York n'est pas la plus belle des grandes villes mais c'est la plus excitante, celle où le principal divertissement (le spectacle de la rue) coûte le moins cher, celle où l'on peut faire ce qu'on veut quand on le veut, où les restaurants vous servent à toute heure du jour, où les librairies ouvrent la nuit, où les conventions n'existent que pour être brisées, où tout ce qui s'achète peut être trouvé, les truffes blanches d'Italie, les meilleurs fromages de Normandie, les vases les plus précieux d'Extrême-Orient... et aussi le talent, oui, le talent, car cette ville, aussi culturelle que matérialiste, déborde non seulement d'objets mais de matière grise.

La première fois que j'y suis allée, c'était avec ma mère, avant que New York ne devienne dangereuse. Une fille seule pouvait se promener presque n'importe où. Nous logions au « Y », parce que c'était bien situé, au cœur de « mid-town ». Je me promenais autour de Times Square, dans Harlem ou le long des rives de Manhattan... partout où, dix ans plus tard, je n'aurais pas osé aller seule.

J'ai « fait » tous les magasins, pour les aubaines, c'était l'époque où les vêtements coûtaient moins cher à New York qu'à Montréal. J'ai découvert, dans le plus parfait ravissement, le festival annuel de la petite Italie qui occupait tout un quartier, assisté à un service religieux dans une église baptiste de Harlem... Nous étions les seules Blanches dans l'église. Le pasteur parlait de discrimination et d'injustice, et son sermon, ponctué par les interjections de la foule (yeah-ah-ah... so-o-o right...), s'est peu à peu transformé en *spiritual*, tous les fidèles chantaient en se balançant au même rythme, c'était extraordinaire.

Ensuite New York, désertée par ses industries traditionnelles, en proie à de terribles tensions raciales, allait acquiescer sa réputation de ville dangereuse où tout passait : s'aventurant sur le trottoir, entre la portière du taxi et le vestibule du restaurant, risquait d'être victime d'un « mugging ». Réputation largement exagérée, faut-il dire. J'ai des amis qui n'ont jamais quitté Manhattan depuis 20 ans, et la seule fois où ils ont été agressés, c'est lors de leur unique escapade en dehors de New York, en débarquant à San Francisco !

Mais les Québécois vivent à peine le déclin de New York, car alors ils n'avaient d'yeux que pour la France. Jusqu'au milieu des années 60 environ, New York avait été la destination urbaine favorite des Montréalais : à deux chauffeurs, partis à l'aube, le trajet prenait moins d'une journée ! Mais la montée du nationalisme souverainiste, conjuguée à l'anti-américanisme provoqué par la guerre du Vietnam, allait détourner de New York un grand nombre de ses anciens fidèles. Quand on voulait se plonger dans une grande ville, dans une vraie capitale internationale, c'est à Paris qu'on allait. Les Européens qui mettaient le pied en Amérique n'avaient rien de plus pressé que d'aller voir Manhattan, mais à Montréal, la voisine si proche, on faisait comme si New York n'existait pas.

C'est vers le début des années 80 que j'ai cru constater un changement de cap. Tout à coup, on entendait de plus en plus de gens projeter des vacances à New York, on rencontrait de plus en plus de gens qui en revenaient... Paris reste, bien sûr, comme à toutes les époques, un pôle irremplaçable, mais New York a repris sa place d'antan. Que cela ait coïncidé avec le référendum et le déclin du nationalisme me paraît être un détail intéressant, mais je ne me risquerais pas à y voir une relation de cause à effet. Je suis sûre que d'autres facteurs ont joué dans le regain d'intérêt des Québécois pour New York, notamment la fulgurante remontée de la ville, due essentiellement à sa vitalité culturelle : les arts, déjà omniprésents, ont occupé plus de place encore, comblant le vide économique laissé par le départ des manufactures.

Pâques à New York sera merveilleux cette année, s'il y fait aussi beau que le weekend dernier. Les cerisiers et les magnolias étaient en fleurs. Le soleil dansait sur l'asphalte et la brise faisait tourner les papiers, les petits déchets qui jonchaient le sol, dans cette ville où la saleté a fini par faire partie du décor, comme les coquerelles dans les appartements : autant de signes de vie bouillonnante, irrépressible, envahissante.

S'asseoir dans le métro, regarder les visages : le monde entier défile devant vous.

New York a ceci de particulier que c'est une ville de minorités. Probablement la seule ville au monde qui soit sans majorité dominante. New York échappe aux États-Unis. C'est le seul endroit où les *White Anglo-Saxon Protestants* sont minoritaires, le seul où la culture *wasp* ne passe pas. Sauf dans les banques et l'Establishment des affaires, qu'ils continuent à contrôler, les « wasps » sont invisibles à New York, dont le noyau est formé par les Juifs, les Italiens, les Irlandais, les Noirs et les Porto-Ricains, à la frange duquel s'agglutinent d'autres colonies plus nouvelles. Les Juifs dominent dans les industries culturelles, les Irlandais dans la police, la politique, les Italiens dans le petit commerce et la construction, les Asiatiques y sont, comme partout, actifs mais discrets, les Noirs et les Porto-Ricains sont au bas de l'échelle mais de ce prolétariat dont une partie est plongée dans une misère sans issue (la moitié des jeunes Noirs sont en chômage), émerge une nouvelle bourgeoisie en pleine ascension sociale, et des secteurs entiers de Harlem sont en voie de « gentrification ».

Culturellement parlant, ce sont surtout les Juifs, les Noirs et les Italiens qui ont donné le ton à la ville. C'est pourquoi New York est une ville chaude, émotionnelle, tendue, débordante de vitalité, et qui n'a rien à voir avec les villes puritaines de la Middle America. Il y a plus de Juifs à New York qu'en Israël : deux communautés superposées venues de deux vagues d'immigration différentes, celle des Juifs allemands, plus instruite et plus européanisée à l'arrivée, qui a vite adopté les signes extérieurs de la culture *wasp* (la réserve, par exemple : c'est de ce milieu qu'est né le *New York Times*, et sa présentation discrète, conservatrice, *super-wasp*), et celle des Juifs venus des *ghettos* d'Europe de l'est, moins assimilés, moins polés, plus flamboyants, audacieux, imaginatifs, et qui, d'une génération à l'autre, ont grimpé les échelons, et succèdent maintenant aux Juifs allemands : à la direction du prestigieux *New Yorker*, par exemple.

Mardi, suite sur New York

TERRE DES HOMMES: 20 ANS DÉJÀ

Expo 67 a montré qu'on pouvait faire de la philosophie dans la joie

SUITE DE LA PAGE B 1

saient dans les îles, non seulement pour tomber sous le charme magique de l'ambiance qui régnait, mais aussi pour musarder à côté du *courant Sainte-Marie* qui passe, tumultueux le long des îles, ou pour goûter les cuisines mystérieuses aux pavillons de l'Inde ou de l'Iran, ailleurs dans Montréal, en particulier à la Place des Arts alors toute neuve, se déroulait le Festival mondial.

Le Bolshoi, Maurice Chevalier, l'Opéra de Paris, Marlene Dietrich, Gilles Vigneault, le théâtre Kabuki, l'Armée rouge, le Théâtre du Nouveau-Monde... et

dix fois plus! Ce Festival a, en six mois, par quelques centaines de traits, fait le portrait des arts de la scène aux quatre coins du monde, révélant en pleine lumière un autre aspect de l'être humain créateur. Une expérience humaniste.

Le Festival mondial a été « une fête, un ensemble de manifestations artistiques s'élevant au-dessus du niveau des programmes courants, pour atteindre le niveau de la cérémonie exceptionnelle, célébrée dans un lieu prédestiné... » selon la définition de l'Association internationale des festivals de musique. C'est l'opinion de Maryvonne Kendergi, qui signe le chapitre sur le Festival Mondial, dans l'Album-mémorial officiel d'Expo 67. Elle

place cette définition en exergue de son texte.

Avant l'Expo, à l'extrémité est de l'île Saint-Hélène, un reste d'îlot marquait un haut fond parfaitement visible du haut du pont Jacques-Cartier; l'eau n'y était pas belle et le terrain impraticable. Le Montréalais connaissait ce récif sous le nom de l'île Ronde. L'homme se mit à l'oeuvre et en fit La Ronde.

Pendant l'Expo, c'est au parc d'amusement qu'on allait finir sa journée de visite. La Ronde, elle aussi, a contribué à faire en sorte que la réflexion philosophique, poussée ou à peine amorcée, inconsciente ou parfaitement lucide, mais en tout cas inévitable pour tous les visiteurs, se fasse en

beauté, dans un air de fête, au milieu de couleurs, de jeux et de musique.

Expo 67 a montré qu'on pouvait faire de la philosophie dans la joie. Chacun l'a fait à sa manière, chaque nation participante a montré son humanisme propre. C'est ainsi que le regretté Raymond Grenier, journaliste à *La Presse*, qui a été LE chroniqueur des quatre années de la préparation de l'Expo jusqu'à son départ du journal, il y a vingt ans ces jours-ci, juste au moment où les îles allaient accueillir leurs premiers visiteurs, a écrit le 15 avril 1967, dans une de ses toutes dernières chroniques, que Terre des hommes a été la recherche d'un « humanisme oecuménique ».



PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE

La mystérieuse *Place d'Afrique*, lieu privilégié de dépaysement était presque chaque jour animée par des spectacles en plein air.



Les visiteurs en avaient à satiété tant par les pavillons que par les événements spéciaux quotidiens. À gauche, *Habitat 67*, et au premier plan, la poupe du célèbre *Bluenose II*, le voilier des pièces de dix cents; à droite, un navire de la marine de guerre canadienne ouvert aux visiteurs; au centre, le pavillon thématique *L'homme dans la cité*.

PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE



PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE

Une vue vers l'est de l'île Notre-Dame, depuis le pavillon du Canada. Le cône plus pâle est le sommet d'un des plus modestes pavillons de l'Expo, celui qui a été officiellement inauguré le premier: l'île Maurice.

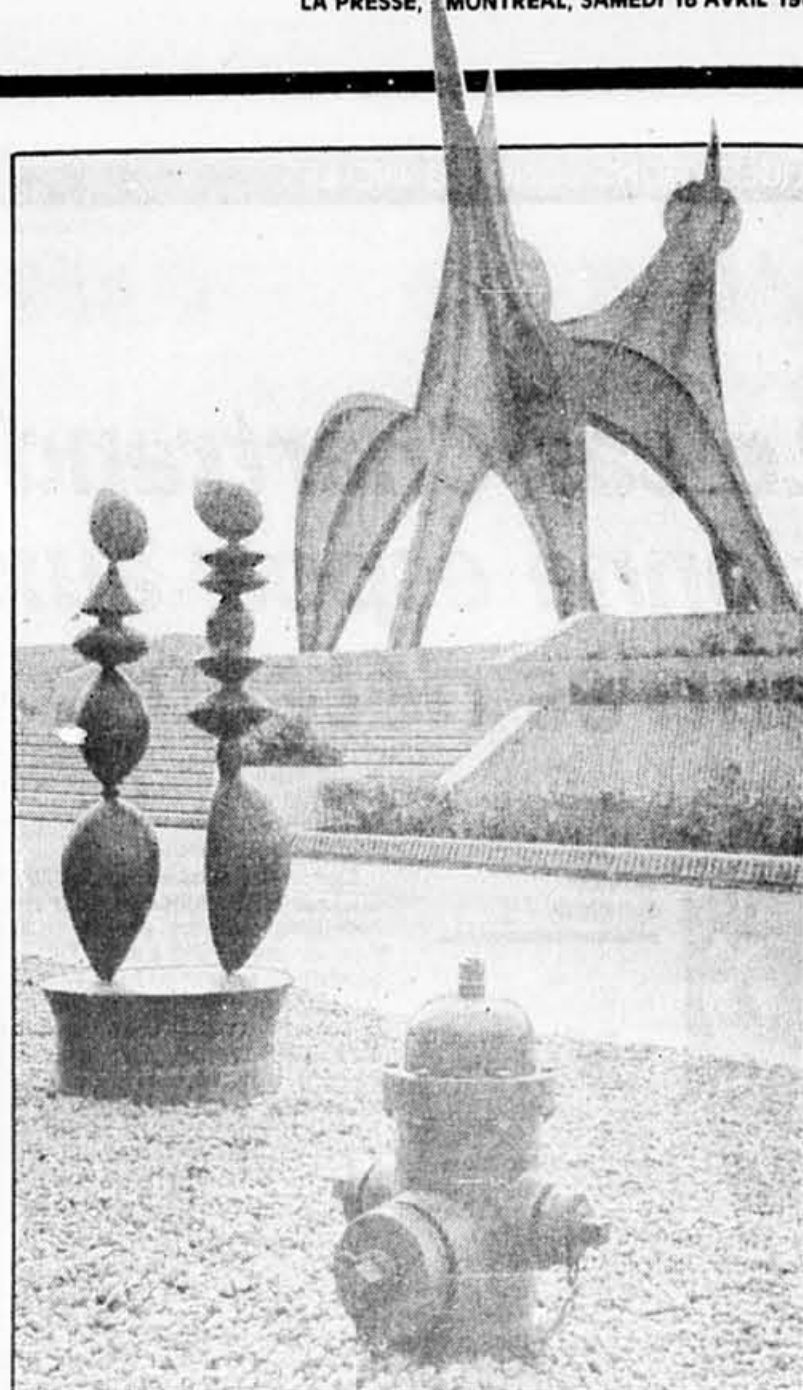


PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE

Homme, énorme stable de Calder. La plus grande sculpture de l'Expo se dresse encore, solitaire, dans l'île Saint-Hélène.



PHOTO PIERRE MCCANN, LA PRESSE

L'emblème, profondément gravé dans le béton, *Place des nations*, évoque la ronde humaine formant la Terre des hommes. C'est une création de Julien Hébert, de Montréal.

TERRE DES HOMMES: 20 ANS DÉJÀ

L'Expo est pratiquement morte

Les Montréalais vont bientôt retrouver leur fenêtre sur la ville



JEAN-PIERRE BONHOMME

L'Exposition universelle de Montréal de 1967, cette fête éblouissante du temps de la « révolution tranquille », prend un certain temps à passer à l'Histoire. Ce fut un si beau « party » que la municipalité a bien hésité à y mettre un terme. Ce n'est qu'aujourd'hui, en réalité, soit vingt ans précisément après son ouverture, qu'on peut la déclarer morte avec certitude. Morte matériellement, va de soi, car certaines retombées spirituelles de fraternité et de camaraderie, de partage international sont encore présentes en bien des coeurs.

Dans l'esprit des concepteurs et des organisateurs de l'exposition, les terrains et le parc de l'île Sainte-Hélène devaient « revenir » aux Montréalais plus ou moins intacts et agrandis après la fête. Or cette restitution pleine et entière ne sera complète que dans les mois à venir; les administrateurs municipaux promettent d'enlever les dernières clôtures qui enferment encore ces terrains de la fête. Les lieux seront donc réappropriés par le citoyen-piéton-piqueur. L'Expo, on

peut le dire, est donc pratiquement morte; vive l'Expo!

La grande exposition universelle, rappelons-nous le, surgissait sur du terrain neuf dans le prolongement de la fameuse île Sainte-Hélène. Sur ce terrain nouveau, 62 pays avaient érigé des pavillons nationaux et les organisateurs avaient construit 150 autres pavillons thématiques ou spécialisés. Le tout dans un environnement de canalisations quasi vénitien; la présence de l'eau, symbole vital par excellence, était effectivement partie importante de l'événement.

Une dizaine de pavillons subsistent

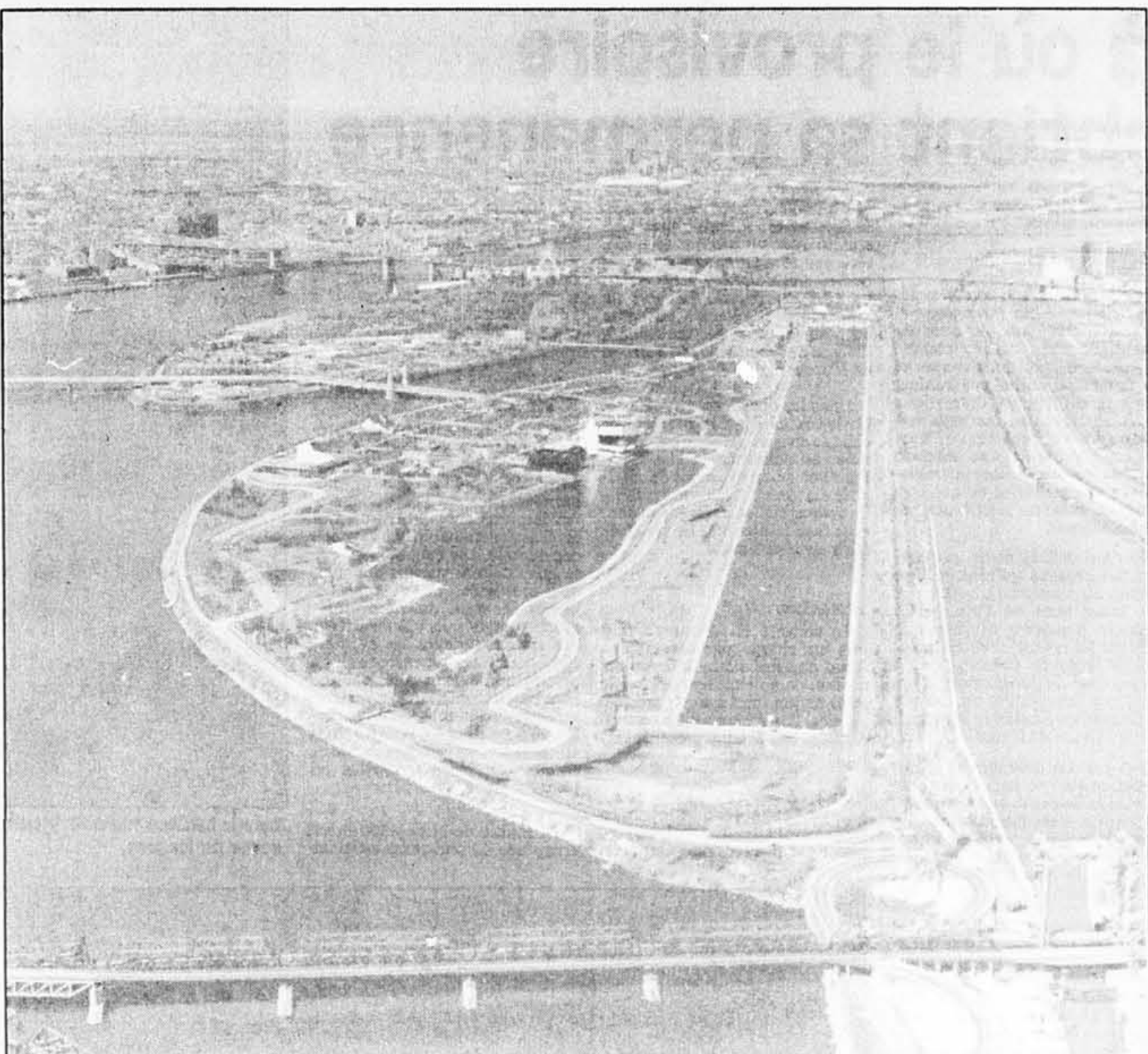
Une dizaine de ces pavillons — à peine — subsistent toujours. Sur l'île Notre-Dame on voit encore les pavillons du Canada, du Québec, de la Tunisie et de la France; sur l'île Sainte-Hélène, les pavillons des États-Unis (la carcasse de la biosphère), des Caisses populaires, de la Corée et du Japon ne sont pas encore démantelés.

Sur l'annexe de la cité du Havre, on ne trouve plus que le Musée de l'Expo (l'actuel Musée d'art contemporain) et l'Expo-théâtre qui devrait être démoli dans les prochains mois pour faire place à un complexe domiciliaire. Le complexe domiciliaire Habitat 67, ne l'oublions pas, était, dans le cadre d'Expo, un prototype d'habitat contemporain et vit encore. Et puis, bien sûr, à l'extrémité est, le « luna park » de l'Expo, La Ronde, vestige capital, vit tout seul sa vie autonome, financée en partie par le gouvernement du Québec (\$2 millions cette année).

La municipalité vient de confier au directeur de l'organisme responsable de La Ronde et de certains autres lieux des îles, M. Jean Emond, (l'Association récréative, l'Amarc) le mandat de rendre aux Montréalais l'espace qui leur avait été en quelque sorte été ravi pour faire la fête.

Comment développer les îles

M. Emond nous explique qu'il a pour tâche urgente de déterminer comment « le potentiel récréatif et touristique » pourra être développé dans les îles. Les nouvelles îles du fleuve n'ont pas vraiment été expropriées, précise-t-il, car le club nautique du lac des régates accueille un million de visiteurs par année. Mais les intervenants, convient-il, s'étaient effectivement rendu compte que l'autorité, sur les îles, est morcelée; que l'unité des lieux en souffre et que les aménagements ne réalisent pas tous leur



Les îles de l'Expo aujourd'hui. Le bassin olympique et le circuit Gilles-Villeneuve ont passablement transformé le visage de l'île Notre-Dame.

PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU, LA PRESSE

potentiel. Il manque un « chapeau administratif » à l'organisation des îles.

M. Emond ne tergiverse pas. Il dit vouloir, par la rédaction de son rapport, « rendre les îles aux Montréalais ». Il respectera ainsi à la lettre, dit-il, la volonté de la nouvelle administration municipale de favoriser des activités douces, comme on dit, par opposition aux grands équipements du tourisme international. Il voudra, une fois pour toutes, « faire tomber les clôtures » et offrir aux citadins ces lieux où la famille se sentait jadis confortable. Dans cet esprit il prévoit que, si tout va bien, le parc-plage du lac des régates sera aménagé d'ici deux ans. Cet aménagement, on le sait, a

été promis avec éclat par la nouvelle administration municipale. Et il voudra relier tout ça avec d'autres réseaux verts dans toutes les directions.

Pas encore de budget

Le président de l'Amarc n'a pas encore de budget pour réaliser ses études. Tout n'est qu'à l'état de projet et on ne sait pas encore par qui l'aménagement des îles sera entrepris. Selon certaines indications, le nouveau service d'urbanisme de la ville interviendra sur cette question.

Le directeur des relations publiques d'Expo 67, M. Yves Jasmin, quant à lui, se trouvait au centre de la sphère d'autorité,

avant et pendant l'exposition. Il nous confirme que, dans l'esprit des organisateurs, la fête ne devait pas continuer indéfiniment pendant des décennies. C'est pourquoi, explique-t-il, les pays participants devaient prévoir, à leur budget, des sommes pour démolir leurs structures.

En conservant les pavillons, après l'Exposition, Montréal offrait donc à tous les pays un beau cadeau; les pays économisaient ainsi le coût de la remise en place des lieux et de la démolition de leurs immeubles. Même les parkings des berges, signale M. Jasmin, devaient être défaits pour être rendus à leur usage initial, c'est-à-dire celui d'un parc ordinaire favorisant la marche et le

pique-nique l'été, le ski et le patinage l'hiver.

Un refuge du citadin harassé

Il y a des Montréalais qui s'en souviennent. L'île Sainte-Hélène était, il y a 25 ans et plus, le plus agréable des refuges du citadin harassé. L'île était un parc à l'anglaise, avec tout ce qu'il comporte de positif: de beaux arbres, de belles pelouses et des bancs. Il s'y dégageait une atmosphère de grande détente. Le contact avec la nature et les berges du fleuve était direct. On s'y rendait en tram et en bus. C'était la meilleure fenêtre sur la ville.

Cet équilibre particulier n'a jamais été rétabli depuis la fermeture de l'Expo. Le citadin n'a plus la pleine jouissance de ce beau parc. Le déséquilibre vient des servitudes imposées par les parkings. Le front de l'île Sainte-Hélène, cette berge privilégiée, qui fait face au centre-ville de Montréal, a en quelque sorte été expropriée. M. Jasmin souligne que « tout », dans l'exposition, y compris ce parking, devait être rétabli dans son état antérieur. Il regrette, toutefois, que la marina de l'exposition ait fermé ses portes.

Le directeur de l'Amarc, M. Emond, n'exclut pas la possibilité que cet environnement privilégié de l'ancienne île Sainte-Hélène soit adouci et que les promeneurs puissent à nouveau aller déjeuner sur l'herbe des berges.

Agrandissement des parkings

Les responsables de La Ronde ont annoncé, la semaine dernière, qu'ils agrandiront cette année-ci les terrains de stationnement des îles à l'occasion du Concours international des feux d'artifice. L'année dernière on offrait 4 500 places de stationnement pour les voitures particulières des spectateurs. On en ajoutera 1 500 cette année. M. Emond nous dit qu'il ne faut pas voir là une volonté des administrateurs des îles de réduire l'importance de la fonction récréative réservée aux promeneurs ordinaires. Les îles ne seront pas réservées aux automobilistes et aux grands spectacles, a-t-il indiqué.

L'Exposition universelle a eu lieu sous le signe de Terre des Hommes, l'ouvrage de Saint-Exupéry. L'auteur, signalons-le, affectionnait particulièrement cette image symbolique, de l'humble jardinier. Du jardinier responsable d'une terre en friche et qui lutte pour sa création contre la mort. Les arbres, l'herbe, les fleurs de l'île Sainte-Hélène, qui repousseront un jour devant la ville, pourront peut-être signifier cette responsabilité de chacun à l'égard de ce qui est vivant et bien équilibré.

Que de souvenirs ravive cette photo aérienne prise en 1967. Combien de pavillons pouvez-vous identifier vingt ans plus tard?



M. Jean Emond, président de l'Amarc, a la responsabilité de recommander à la municipalité la manière d'aménager les îles de l'Expo et, particulièrement la manière de rétablir les usages de l'île Sainte-Hélène.



LE CALVAIRE LIBANAIS

Banlieue sud, là où le provisoire obtient sa permanence

PAUL MARCHAND
collaboration spéciale
BEYROUTH

Pour un grand nombre de chancelleries étrangères et d'États occidentaux, le nom de « banlieue sud » claque comme un étendard, celui de la terreur et du fanatisme chiite pro-iranien. Dans la difficile et dramatique équation libanaise, les pays voisins ou amis qui cherchent à imposer ou à proposer une solution durable au conflit doivent maintenant compter avec ce qui leur apparaît communément comme un cauchemar.

Région difficilement pénétrable. La crainte qu'elle inspire émane du mystère qui y flotte et des maux dont on l'accuse. Ce quartier populaire est limité à l'est par les régions chrétiennes et par la ligne de démarcation, à l'ouest par la Méditerranée, au nord par Beyrouth et au sud par l'aéroport de Khaldé et la montagne du Druze du Chouf.

Au gré des événements et des déplacements de population (venus de la Bekaa et du Liban sud) la région s'est transformée en vaste bidonville, zone de laissés pour compte. Ce ghetto est devenu, avec le temps, autonome et indépendant.

La banlieue sud ressemble à n'importe quelle autre cité dépeuplée agglutinée aux grandes villes et capitales des pays d'Amérique latine, d'Asie ou du Proche-Orient. Urbanisme anarchique et un provisoire qui devient définitif. Des constructions de parpaings grossiers et de ciment mal lissé. Un dédale de petites rues de terre battue qui forment un véritable labyrinthe où l'étranger se perd aisément. Rares sont les rues goudronnées. Les canalisations d'eau souvent mal posées ou crevées laissent couler de minces ruisseaux d'eau boueuse. Les fils électriques sont raccordés directement sur les postes d'alimentation. Même chose pour le téléphone. Dans ces conditions, personne ne paye sa consommation, d'ailleurs personne ne vient réclamer paiement.

La vie est dans la rue

La vie réside essentiellement dans les rues, grouillantes de monde dès les premières heures de la matinée. Animation traditionnellement commerciale. Les garages sont transformés en magasins de fortune dont les étagères regorgent de marchandises. Les caisses de fruits et de légumes frais en provenance de la Bekaa reposent à même le sol. Les prix ne sont jamais fixes et tout est négociable. Animation bruyante, ponctuée de klaxons des voitures prises au piège des embouteillages interminables.

Quartiers populaires comme on en trouve partout au monde, certes. Mais avec en plus les portraits de Khomeiny, les femmes aux foulards blancs et noirs ou noirs sur la tête, d'autres plus impressionnantes encore, en Tchador. Seul le visage étonnamment

blanc jaillit de cette masse d'étoffe lugubre. Un monde à part. Une société avec ses propres lois, dictées par le Coran. Des hommes barbus, des drapeaux verts, noirs. Le vert de l'islam. Le vert de l'espérance. Les jeunes, miliciens ou non, arborent des tee-shirts à l'effigie de Khomeiny, de Berri ou de Moussa Sadr.

Dans les quartiers, miliciens et civils cohabitent. Chez les jeunes, chaque civil ou presque est un milicien en puissance, et vice versa. Pour beaucoup l'absence de scolarité, d'apprentissage, de travail... La milice devient une façon souvent facile de gagner sa vie et de faire vivre sa famille.

La milice

La sécurité et « l'ordre » sont pris en charge par les milices. Amal et Hezbollah. L'État libanais est complètement absent de cette région ainsi que les services publics. Il y a bien quelques gendarmes, mais leur présence est toute symbolique.

Pas d'État, par d'ordre légal, pourtant cette « anarchie » fonctionne tant bien que mal, comme réglée par une fonction naturelle.

Ces 600 000 habitants, qui vivent sur près de 20 km², ne forment pas une communauté homogène. Au contraire, la banlieue sud est une région de contrastes et elle n'est pas vouée entièrement à l'obscurantisme religieux fossilisé et à l'intégrisme islamique.

La pauvreté la plus absolue côtoie la richesse parfois insolente de Libanais qui ont fait fortune rapidement en Afrique, en Europe ou dans les pays arabes. Des immeubles luxueux dotés d'appartements confortables et modernes se dressent à côté de masures insalubres. Nombreuses sont les femmes à s'habiller à la mode occidentale. Les magasins de cette zone offrent parfois des marques prestigieuses de couture. Les jeunes écoutent du rock et les groupes anglais, ils visionnent sur des cassettes vidéos les derniers films américains et européens. La pornographie, comme l'alcool ne sont pas oubliés. Dans les arrière-salles des boutiques, dans les écoles, comme dans les rues les filles en tchador se promènent avec d'autres en jupes serrées et en pulls moulants.

La moitié de la population est composée de personnes originaires



Dans la banlieue sud de Beyrouth, les photos de l'ayatollah Khomeiny sont nombreuses, et semblent veiller sur les gens.

res de la banlieue sud. Proche de Beyrouth et de ses idées, elles ont été en contact avec les étrangers, les idées et les courants de pensée et les modes de vie occidentaux. Également en contact avec d'autres communautés, les matrones, les sunnites. Cette partie de la banlieue sud, plus tolérante et plus moderne se considère comme citadine et rejette l'autre partie qu'elle appelle avec mépris « les étrangers, les immigrés ».

Cette seconde catégorie de Chiites de la banlieue sud est issue de la Bekaa ou du Sud-Liban. Les premiers venus à Beyrouth attirés par l'espoir de réussite économique et sociale, la seconde poussée par les événements du Sud-Liban et la pauvreté extrême de cette région. Cette frange de la population, au mode de vie plus rude, plus « rustique » est moins attirée vers la ville et ses attraits, encore moins vers un mode d'existence occidental. La tradition religieuse et sociale est de mise, et elle est sans faille. Étant venus à Beyrouth principalement pour faire de « l'argent », les habitants du Liban-Sud et de la Bekaa retournent le week-end dans leur famille. Dans ces conditions les contacts avec la ville sont aléatoires. Souvent peu instruit, traditionalistes farouches, l'emprise religieuse est importante sur ces « immigrés ». C'est d'ailleurs dans cette catégorie de personnes que le Hezbollah recrute le gros de ses troupes et sympathisants.

Un clivage important

Le clivage entre ces deux parties d'une même communauté est important. Le « sud banlieusard » d'origine cultive une animosité proche de la haine pour son « frère ». Il l'accuse de vouloir changer son mode de vie, d'importer le courant religieux sévère, bref

de l'empêcher de vivre comme il veut.

La perspective de faire de la banlieue sud un enclave islamique n'est pas pour demain. La population, dans son ensemble, n'est pas prête à suivre une radicalisation intégriste. Un État peut se créer à coups de lois et de décrets, mais un peuple, une nation, ne se forge pas de la même façon.

Sur une partie de la population peu éduquée, certaines idées fanatiques ont prises, car il est évident que c'est sur le terrain de l'inculture que naît la masse fanatisée et docile. La tyrannie s'exerce souvent sur un peuple inculte.

Le courant islamique pro-iranien est bien orchestré au cœur de la région chiite, et avec son cortège de mystère et de peur il tente définitivement d'occuper le terrain. Pourtant une lueur d'optimisme, de pragmatisme nous laisse entrevoir que la terreur est la manifestation de l'impuissance. Quand une thèse ou une idéologie minoritaire ne trouve pas d'écho favorable dans la population, il devient tentant de l'imposer.

La constante dans l'ambition des personnes vivant dans la banlieue sud c'est justement de la quitter au plus vite. Pour vivre à Beyrouth ou ailleurs. Changer de catégorie sociale et partir définitivement de cette région pour ne plus être considéré comme un élément d'une excoissance de la société libanaise. Partir pour fuir le caractère péjoratif et chargé de souffrance de cette trop fameuse banlieue.

PAUL MARCHAND est un journaliste pigiste français en poste à Beyrouth.



Les dégâts que la guérilla a causés dans le sud du pays ont refoulé des milliers de gens vers Beyrouth, transformant la banlieue sud de la ville en un gigantesque bidonville.

La sécurité sociale donne le vertige aux Français

LOUIS-BERNARD
ROBITAILLE

collaboration
spéciale
PARIS



C'est un dossier particulièrement sensible, politiquement, et vertigineux sur le plan économique. Ça porte un nom que les petits Français apprennent à vénérer sur les bancs de l'école : la sécurité sociale. C'est la mère nourricière des Français, depuis la maternité jusqu'à la pension de vieillesse, en passant par les accidents du travail ou de la route, les allocations familiales et l'assurance-chômage.

Perpétuellement déficitaire depuis des années, la sécu est donc aussi régulièrement menacée de purges, de mesures d'austérité.

Cela a commencé dans les années 70, sous Giscard. Cela s'est poursuivi sous les socialistes. Cela reprend de plus belle ces jours-ci, alors que le (modéré) ministre des Affaires sociales, Philippe Séguin, annonçait cette semaine la création d'un comité des sages, composé de personnalités non-contestées politiquement et chargé de

préparer après divers rafistolages, des États-généraux de la sécurité sociale.

L'événement fera date dans l'histoire de cette noble institution, née des grands idéaux de la résistance, en 1945, sous le gouvernement de Gaulle. Moment de vérité plutôt rude : « Aucune réforme de la sécurité sociale, dit M. Séguin, n'est totalement indolore. »

Une dure lutte

Sévère bataille en perspective. Même les citoyens les plus désabusés prennent le sujet à cœur. La preuve : la centrale syndicale pro-communiste, la CGT, en pleine dégringolade depuis des années, ne parvenait plus à organiser des manifestations de rue importantes. Le 22 mars dernier, elle a réuni quelques centaines de milliers de personnes — un événement — sur le thème : « Non au démantèlement de la sécu. »

Le Parti communiste, qui n'a plus rien à perdre, a décidé de faire de ce sujet un cheval de bataille majeur. Même les socialistes comptent l'utiliser, bien qu'avec la prudence louable d'un parti qui compte revenir bientôt au gouvernement.

Sur le plan comptable, les chiffres de la sécu donnent le vertige.

Théoriquement indépendante de l'État, elle gère à la fois la santé, le chômage, les pensions de vieillesse et les allocations familiales. Le chômage a décuplé en 14 ans (près de trois millions aujourd'hui). La population âgée augmente continuellement (sept cent mille de plus de 85 ans, un million en l'an deux mille).

Les progrès technologiques, permettant de soigner ou de prolonger des malades auparavant incurables, coûtent dans certains cas des fortunes colossales (\$250 000 dollars pour une transplantation de foie, \$2 millions pour l'achat d'un appareil de résonance magnétique nucléaire, etc.).

Un budget supérieur à celui de l'État

Résultat : un budget total qui dépasse de 15 p. cent celui de l'État, basé sur un système de recettes effroyablement complexe : cotisations salariales, patronales, régime général, régimes particuliers, plafonnement pour les uns, exemptions pour les autres, transferts financiers de tous genres. En 1985, on arrivait à un modeste budget global d'environ \$275 milliards. Une masse tellement colossale que le moindre petit dérapage se traduit en déficits impressionnants.

Malgré des tours de vis successifs, la diminution des prestations, l'augmentation des cotisations, on prévoit de nouveau pour 1987, un trou de quelque \$5 milliards. Bien que le ministère des Affaires sociales ait supprimé le remboursement de nombreux médicaments il y a quelques mois à peine.

À la CFDT, centrale syndicale de la gauche moderne, on estime que certains postes de ce budget monstrueux sont incompressibles. « Il y a un coût incompressible du chômage et du vieillissement de la population, dit Jean Marie Spaeth, et on ne peut pas l'éviter. » Après avoir sérieusement rogné sur un régime d'assurance-chômage grand-luxe (exemple des cadres supérieurs au chômage payés à 90 p. cent), on ne peut plus guère diminuer le niveau actuel des allocations, ni leur durée. Il faut payer (133 milliards de francs en 1985). Idem pour le « minimum vieillesse » qui coûte la somme colossale de plus de 500 milliards de francs (1985).

La santé

Là où l'emballlement des dépenses peut être vaguement freiné, c'est au chapitre médical. Chaque Français dépense plus de \$1 500 par année pour se soigner. En valeur constante, cela fait

cinq fois plus qu'en 1960. Et la course folle continue. L'augmentation globale des dépenses de santé en valeur absolue dépasse les cinq p. cent par année.

Assez curieusement, l'existence d'un important ticket modérateur ne change rien à cette progression fulgurante, surtout en ce qui concerne la vente de médicaments (une grande partie d'entre eux n'étant remboursés qu'à 40 p. cent, les autres à 75 p. cent, seules les maladies longues et graves étant prises totalement en charge).

Beaucoup de gens, il est vrai, ont des assurances complémentaires qui remboursent le ticket et encouragent la consommation. Mais il s'agit sans doute, en grande partie, d'un phénomène social plus vaste. Dans de grandes villes comme Paris, il y a trop de médecins en quête de clients. Les gens vont les consulter de plus en plus. Aucun médecin ne refuse la petite ordonnance qui rassurera le patient. La médecine libérale de ville a une tendance inflationniste très nette. Même si cette partie des dépenses n'est pas la plus importante de l'ensemble, elle représente plusieurs dizaines de milliards de francs, avec une tendance à la hausse.

Le problème majeur reste celui de l'hôpital qui consomme la

moitié des budgets de santé. D'où des idées, des projets, des vœux pieux de « médecine à domicile » et, bien entendu, de prévention, de concertation professionnelle. Mais, pour éviter des dérapages budgétaires encore plus catastrophiques, des mesures énergiques doivent être envisagées, même si le sujet reste tabou. Exemple : la société peut-elle sur une grande échelle payer l'équipement, les soins ruineux de telle ou telle maladie grave, lorsque les espoirs de guérison sont faibles ou qu'il ne s'agit que de prolonger la maladie ?

En clair : doit-on renoncer à de grands progrès scientifiques et médicaux et à leur application générale, faute de moyens financiers ?

Des questions qui se posent de manière cruciale, lors de ces États-généraux de la sécurité sociale. Mais dans tous les cas pour les vieux et les chômeurs, il faut trouver de nouvelles ressources, augmenter les cotisations.

Le gouvernement Chirac avait imprudemment parlé de « baisse des prélèvements obligatoires » (plus de 45 p. cent du PIB en France). Dans ce contexte, on est sûr qu'on devra les augmenter. Reste à savoir quelle catégorie sociale paiera. Il y a des hurlements en perspective.

L'UNIQUE DESTIN MULTIRACIAL DE MAURICE

Des vacances politiques à l'ombre de l'apartheid



JOONEED KHAN

Ce fut, après 17 ans, mon premier vrai retour au pays natal. Même si le piège politique qui m'était tendu, et dans lequel je devais sauter à pieds joints, gacha mes vacances, pourtant bien méritées.

J'avais revu Maurice en 1982, mais c'était avec ma famille canadienne, avide de détente balnéaire. Et puis c'était la saison des fêtes, seule période d'évasion pour les Mauriciens, et mon passage se fit donc dans la plus grande discrétion.

Cette fois, j'y allais seul. Après un mois de reportage en Afrique australe, je rêvais de me tremper dans les eaux tièdes des lagons et de me prélasser à l'ombre des filaos, sur les plus belles plages du monde protégées des grosses houles par les récifs coralliens appelés «brisants».

Peine perdue, puisque la rumeur courait déjà que je venais «assumer la rédaction» du quotidien gouvernemental.

Le jeu était transparent: mine par l'arrestation à Amsterdam de quatre députés transportant de la drogue, la démission de quatre ministres «dissidents» et les attaques du refractaire croisé Harish Boodhoo, son allié de la veille, le Mouvement socialiste militant (MSM) du premier ministre Anerood Jugnauth, noyau mou d'une coalition régnante comprenant les reliques du Parti travailliste (PT) et du Parti mauricien social-démocrate (PMSD), cherchait désespérément à se stabiliser en vue d'élections générales anticipées.

Pourquoi m'impliquer moi? Parce que je fus, après mes études au Canada, en 1968, l'un des fondateurs du Mouvement militant mauricien (MMM), et, malgré mes 17 années d'absence, mon nom reste utile à la classe politique, surtout s'il s'agit de matraquer l'actuel MMM, devenu dans l'opposition, sous le leadership de Paul Berenger, le parti des divisions raciales au lieu de celui de l'intégration nationale, c'est-à-dire le contraire de ce qu'il voulait être.

Un démenti

La rumeur s'amplifiant, je fus contraint de la démentir. Ce fut la fin de mes rêves de vacances sur les bords de l'océan Indien. Dans la fièvre pré-électorale gagnant ce pays où la polemique et les revirements d'alliances tiennent lieu de sport national, alimentant un show politique permanent, demandes d'interviews et invitations à des causeries se multipliaient.

Comment je trouvais le pays après une si longue absence? Qu'est-ce que je pensais de la situation politique? Comment s'annonçait pour la région la lutte contre l'apartheid? Qu'est-ce que j'ai fait pendant ces 17 ans?

Avec les exportations des produits textiles talonnant le sucre de canne — brisant le cercle vicieux de la monoculture — et avec le tourisme en plein essor, l'économie allait bien, comparée à la déprime que j'avais observée en 1982. Les jeunes étaient au travail et les consommateurs consommaient. Le pays semblait en outre connaître une renaissance écologique, avec des pluies abondantes et une nature luxuriante.

Mais sur le plan politique, c'était l'incertitude, la gestion du quotidien, l'improvisation. Venant des pays de «première ligne» en butte aux agressions éco-



Le premier ministre Jugnauth.

nomiques et militaires de l'apartheid, je fus abasourdi par l'apparente inconscience de la classe politique face aux manœuvres du régime afrikaaner de soumettre et de manipuler ses voisins.

Ainsi, un Blanc mauricien du nom de Michel de Senneville fait publier dans les journaux les noms d'hommes d'affaires sud-africains cherchant partenaires locaux pour entreprises conjointes à Maurice. Détail: ces investisseurs se spécialisent dans la réexportation. Pretoria ne se préparait-elle pas ainsi à contourner les sanctions anti-apartheid et à exporter ses produits sous étiquette mauricienne? Le premier ministre Jugnauth et le directeur du grand quotidien *L'Express* ont tous deux tenté de me convaincre que le danger était minime.

Histoire

Une explication s'impose: connue des Arabes et des Portugais, et brièvement occupée par les Hollandais (installés au Cap en 1652), l'île principale de Maurice (2 000 km carrés), inhabitée, fut occupée en 1710 par la France, qui autorisa des familles issues de la noblesse de l'ancien régime à y développer des plantations de canne à sucre à base de main d'œuvre esclavagiste charroyée d'Afrique, de Madagascar et d'Asie.

A Maurice, aujourd'hui un Etat-archipel stratégique de l'océan Indien, le mot «Blanc» s'applique aux descendants de ces colons français, qui sont à peine 1 p. cent de la population de 1,1 million, mais dont le pouvoir économique a survécu à 1789, à la conquête britannique de 1810, à l'abolition de l'esclavage et l'introduction d'une main d'œuvre contractuelle indienne après 1840, au suffrage universel, et à l'indépendance en 1968.

Le comportement politique des Blancs mauriciens a rejoint historiquement celui des Afrikaners, surtout avec la poussée démographique des Indiens au 20^e siècle: le Ralliement mauricien (RM) de Jules Koenig, ancêtre du PMSD, fit campagne contre le suffrage universel en 1948, année où les Afrikaners instauraient l'apartheid en Afrique du Sud, en affirmant que «donner le droit de vote au Noir, c'est mettre un rasoir entre les mains d'un singe».

Dépassant sa faiblesse numérique par le rayonnement de la langue et de la culture françaises, et l'extension de la foi chrétienne chez les Métis et les Noirs, appelés à Maurice Mulâtres et Créoles,

la puissante minorité blanche s'efforça de rassembler «une majorité de minorités» pour stopper la marche de Maurice vers la démocratie et la souveraineté.

Les pogroms accompagnant le partage de l'Inde en 1947 offrirent à Koenig l'occasion de s'allier des musulmans en dénonçant «le péril hindou». Il tenta aussi de s'attirer la minorité tamoule.

Après les élections de 1958, le suffrage universel acquis, Koenig remit les rênes du PMSD à un Noir, Gaetan Duval, baptisé «le roi créole», qui mena aux élections de 1967 le combat contre l'indépendance, pour laquelle lutait la majorité hindoue (alors à peine 51 p. cent de la population) rassemblée autour du PT de Seewoosagur Ramgoolam, et épaulée par une poignée de créoles (27 p. cent) et de musulmans (16 p. cent).

Puissants dans l'industrie sucrière, le tourisme et la finance, les Blancs mauriciens, et les Mulâtres, entretiennent toujours des liens suivis avec les Blancs sud-africains. Héritiers du pouvoir politique et de l'Etat providence légués par le PT, les indo-mauriciens se cherchent entre-temps, comme les Québécois de la Révolution tranquille, un espace économique dans les sociétés d'Etat, les organismes para-étatiques, et les entreprises mixtes et conjointes, notamment dans la Zone franche.

Sur cette toile de fond, la polarisation MSM-MMM n'est pas sans rappeler le clivage PT-PMSD d'avant l'indépendance.

En 1982, le MMM, en alliance avec le Parti socialiste mauricien (PSM) du franc-tireur Boodhoo, était porté au pouvoir avec la totalité des 60 sièges par un électoral qui en avait marqué des vieux partis. Jugnauth, ancien président du MMM, était premier ministre, et Berenger, son ministre des Fi-

nances, mais un coup de force de ce dernier, véritable «patron» du MMM, devait entraîner la rupture en 1983 et de nouvelles élections.

Le MSM de Jugnauth remporta la victoire en alliance avec Boodhoo et les deux vieux partis, le PT et le PMSD, ressuscités *in extremis* pour les besoins de la cause. Le MMM se retrouva dans l'opposition, Berenger fut défait personnellement, mais il accepta un siège de «meilleur perdant», un artifice imaginé par Londres pour assurer «l'équilibre racial» au Parlement.

Aujourd'hui, Berenger, le Blanc, s'efforce de forger une nouvelle «majorité de minorités» en jouant non seulement sur les différences ethniques, religieuses et linguistiques, mais aussi sur les distinctions de castes au sein même de la majorité hindoue. Quant au MSM de Jugnauth, l'hindou, il se retrouve, malgré lui, dans le rôle de stabilisateur à la PT.

En attente d'une identité

À bien des égards, Maurice rejoint les pays moins pauvres, avec 70 p. cent d'alphabétisation, la gratuité scolaire jusqu'à la fin du secondaire, un taux de croissance démographique de 1,6 p. cent et une espérance de vie de 69 ans à la naissance.

Mais le pays, jeune et diversifié, est en attente d'une identité. La Chine, l'Inde, l'Afrique, l'Europe et l'Islam s'y côtoient et s'interpellent en créole, en français et en anglais (la langue officielle), et les langues asiatiques, indiennes et chinoises, y sont bien vivantes. Il n'y a ni littérature ni presse qui exprime l'expérience mauricienne dans sa complexité. Une bourse des valeurs est promise pour l'an prochain.

La conscience territoriale elle-même est floue, limitée à l'île

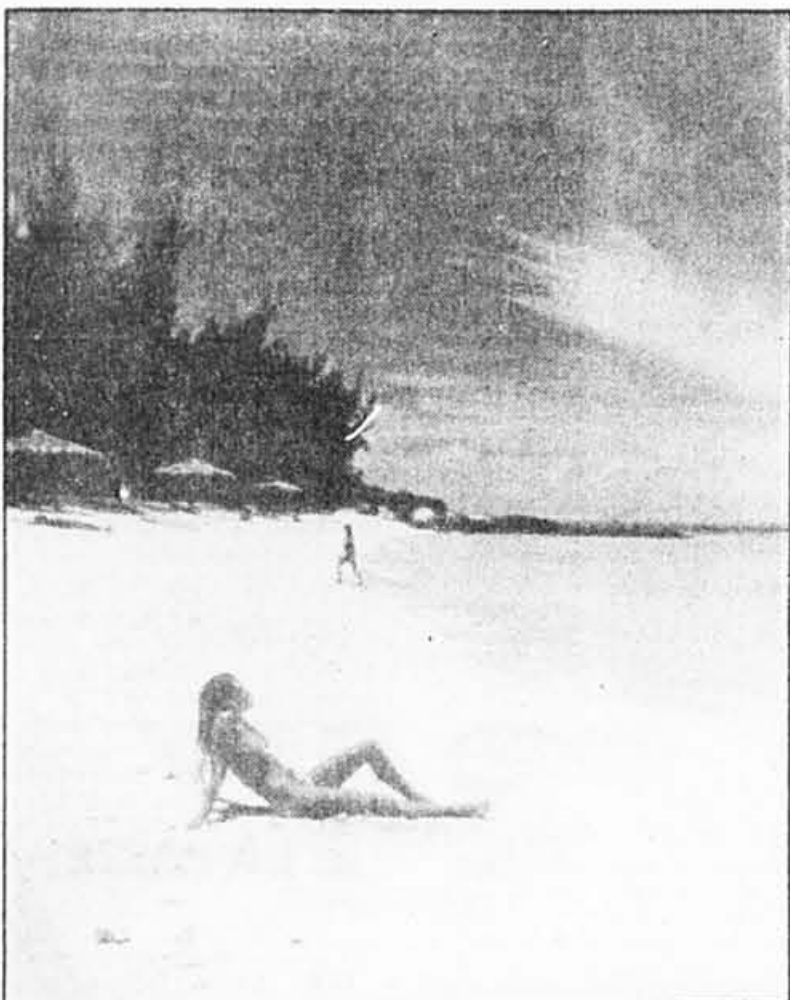


principale (l'ancienne Ile de France), comme en 1965, lorsque Londres détacha les Chagos de Maurice et céda l'atoll de Diego Garcia aux Etats-Unis pour 50 ans. «Si la France devait occuper Saint-Brandon, je suis sûr que cela laisserait indifférents les Mauriciens», assure le directeur de *L'Express*.

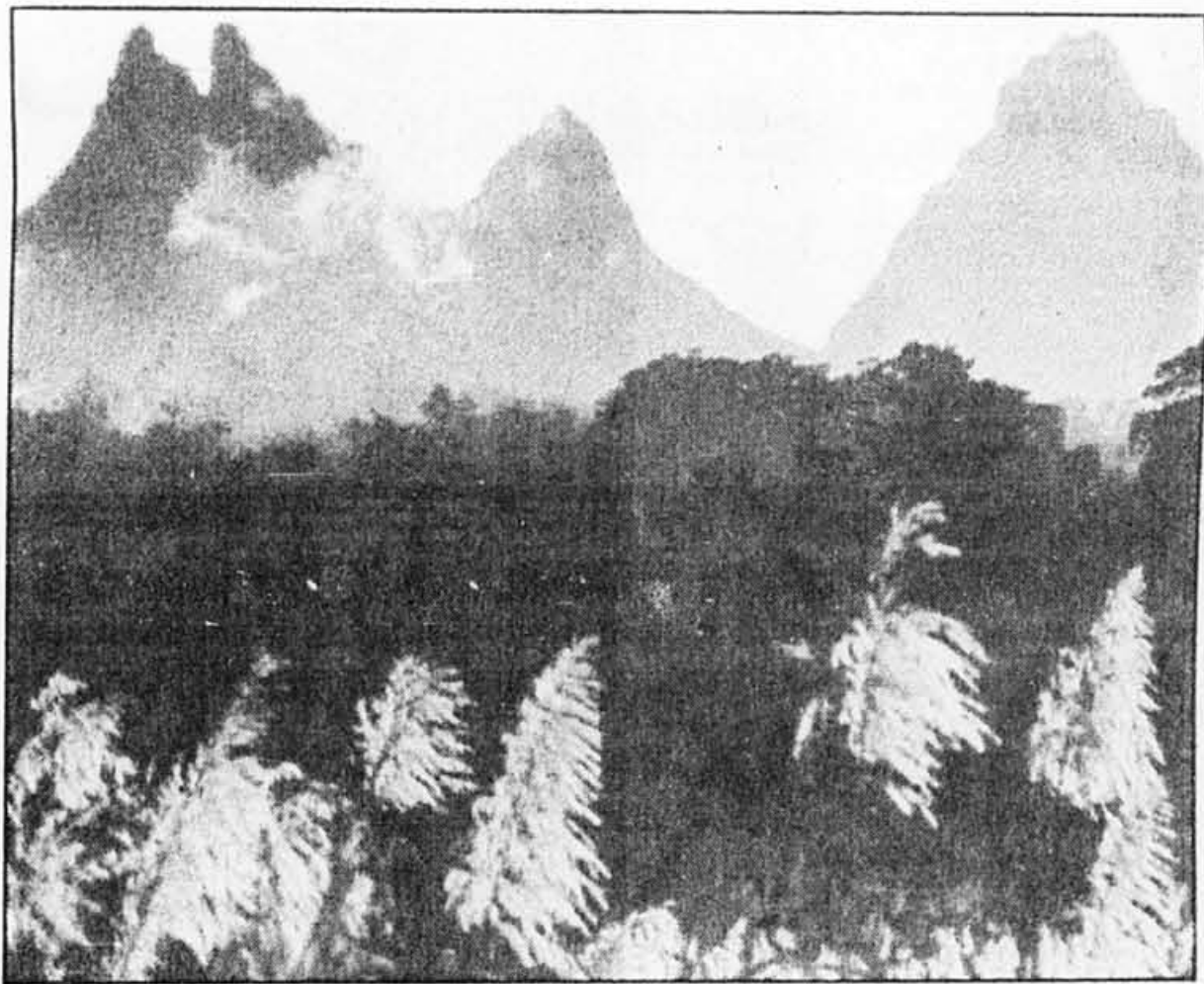
Maurice conteste désormais l'occupation anglo-américaine des Chagos, et française de Tromelin, et revendique la souveraineté sur ces deux archipels, bien qu'il soit à la fois membre du Commonwealth et de la Francophonie.

À l'écoute de l'actualité sanglante venant du Punjab, du Sri Lanka et d'Afrique du Sud, les Mauriciens apprécient chaque jour un peu plus, cependant, leur destin unique de société pluraliste et multiraciale, «miracle de l'Histoire» dans ce coin de la planète, destin qui sera en jeu aux prochaines élections.

En ce qui me concerne, je décollais de l'aéroport de Plaisance le 26 mars après avoir pris un véritable bain politico-culturel à Maurice. Mais pour ce qui est du repos bien mérité, je ne pus aller à la mer que deux fois en 12 jours. La prochaine fois, je prendrai mes vacances en Floride.



Je rêvais de me tremper dans les eaux tièdes des lagons et de me prélasser à l'ombre des filaos, sur les plus belles plages du monde, mais les événements en ont décidé autrement...



Puissants dans l'industrie sucrière, les Blancs mauriciens, et les Mulâtres, entretiennent toujours des liens suivis avec les Blancs sud-africains.

La guerre des puces fait des pas de géant

LILLIAN GINOZA

collaboration spéciale

TOKYO

Avec ses sanctions contre l'électronique japonaise, Washington semble avoir gagné une bataille dans la guerre prolongée qui oppose l'industrie des semi-conducteurs U.S. à son homologue asiatique. Mais comme d'autres mesures protectionnistes, elles ne sauront à la longue enrayer l'assaut nippon du high tech, un des derniers bastions de la suprématie occidentale.

Ce n'est pas que l'industrie reste indifférente aux tarifs douaniers qui auront pour effet de doubler le prix de certains de ses produits sur le marché américain. Les grands de l'électronique — également producteurs de semi-conducteurs — souffrent d'une surcapacité de production de «puces» à la suite de plusieurs années folles d'investissement et la récession dans l'industrie électronique. Leurs produits électroniques grand public (téléviseurs, magnétoscopes, ordinateurs personnels) sont déjà taxés par le yen fort à l'exportation. Avec les sanctions, «ces firmes, au lieu d'afficher de mauvais résultats dans le secteur semi-conducteurs et une performance moyenne côté électronique, auront désormais à annoncer de mauvais ré-

sultats partout», estime un analyste de la banque Morgan Stanley à Tokyo.

Il y a 10 ans, la guerre des puces était encore impensable, telle l'avance des Américains était énorme. Ces petites tranches de silicium, le cœur et la tête de l'informatique, n'ont-elles pas été une invention U.S.? Mais les Japonais se sont jetés dans la course, et l'an dernier ont dépassé les Etats-Unis pour la part du marché mondial: 44 pour cent contre 43 pour cent.

Dans le cas des puces de mémoire les Japonais dominent de loin, avec plus de 90 pour cent du marché. Semi-conducteurs «standard», les puces mémoire ne refléchissent pas mais se contentent de stocker l'information. (On reconnaît encore aux Américains une suprématie dans les puces capables de traiter l'information.)

Lorsqu'un ralentissement à partir de 1985 dans l'industrie informatique commence à comprimer la demande globale des semi-conducteurs, les Japonais réagissent par le «dumping». Autrement dit, pour préserver leurs marchés et en gagner d'autres, ils n'hésitent pas à casser les prix. Leur filet de sauvetage: l'électronique, qui avant la hausse du yen, dégageait des profits spectaculaires. Résultat: un à un les fabricants de semi-conducteurs U.S. — la plupart des «ventures capitalistes» dont le succès

tient des idées et non pas d'une trésorerie musclée — abandonnent la production des puces à mémoire pour se concentrer sur les micro-processeurs (puces de traitement de l'information).

Erreur de stratégie, car le développement des micro-processeurs dépend des progrès faits chez leurs cousines moins sophistiquées, les puces de mémoire. Aujourd'hui, selon une source de l'industrie japonaise, «les Américains cherchent à y remettre les pieds».

L'accord sur les semi-conducteurs du 31 juillet dernier aidera-t-il l'industrie U.S. à recouvrer le terrain perdu? Les résultats jusqu'à présent semblent indiquer le contraire.

Sous la pression du puissant ministère du Commerce international et de l'industrie, Fujitsu, NEC, Hitachi, Toshiba, et compagnie acceptent le pacte qui va relever de 30 pour cent les prix de leurs puces mémoire sur le marché américain. Ils promettent également de cesser le dumping dans les pays tiers. En même temps, le Japon se doit d'ouvrir son propre marché de semi-conducteurs aux Américains qui n'en détiennent que 10 pour cent (contre un 43 pour cent mondial).

Mais très vite cet accord, dont les plus cyniques annoncent d'emblée qu'il n'en tiendra jamais, va présenter des faiblesses inattendues. Les exportations de

puces vers les Etats-Unis diminuent, conséquence inéluctable de leur hausse de prix.

Mais cela engendre des surplus sur le marché japonais, surplus qui font baisser radicalement les prix, juste au moment où les Américains souhaitent faire leur percée. Un des malheureux effets de l'accord de juillet sera de réduire leur part du marché encore davantage — celle-ci tombera de 10 à 7,9 pour cent aujourd'hui, un record.

Autre résultat de l'accord: la floraison du «marché gris». A Hong Kong, Singapour ou Séoul, un commerce en marge des plus strictes règles va s'instaurer entre acheteurs de puces en quête de prix avantageux et vendeurs prêts à les leur fournir. Sur ce marché, les représentants des firmes américaines consommatrices de puces payeront les mêmes semi-conducteurs japonais moitié moins cher que s'ils les achetaient aux Etats-Unis.

Mais qui les leur procure, alors que l'accord de juillet interdit le dumping dans les pays tiers? Les grands fabricants nient formellement vendre leurs produits en deçà des prix fixés par le pacte. Mais rien ne les empêche de décharger leurs surplus sur de petites maisons de commerce ou autres intermédiaires qui, eux, se débrouillent pour les faire passer les frontières.

Dans l'industrie, on les appelle les «brigades à valises». Et en effet, dans une valise on peut caser des milliers de puces. «Il s'agit d'une marchandise minuscule», rappelle un analyste de l'industrie.

Le Miti, embarrassé, avoue qu'il y a dumping mais l'attribue aux petits malins et épargne l'industrie propre. Néanmoins il demande aux producteurs japonais de réduire la production des semi-conducteurs de 10 pour cent pour les trois premiers mois de l'année et encore de 11 pour cent pour les trois suivants. «Aujourd'hui on peut faire des profits en achetant des puces au Japon et en vendant dans les pays tiers», dit un officiel du ministère. «Nous cherchons, avec la réduction de la production, à rendre le marché gris non rentable».

Le gouvernement pense que ces mesures produiront bientôt des résultats, ce qui obligerait Washington à lever les sanctions. Des sources officielles ont même, en début de semaine, suggéré que la punition «ne durerait pas longtemps» selon des assurances qu'avaient reçues du gouvernement U.S. Les négociateurs japonais.

En attendant, l'industrie japonaise prend ses précautions. L'accord sur les semi-conducteurs, du protectionnisme qui n'a pas osé dire son nom, pousse les fabri-

cants nippons à chercher des partenariats trans-Pacifique afin de contourner les barrières. Fujitsu, contraint par la pression américaine de renoncer à son projet d'acquisition de Fairchild, un géant de la «Silicon Valley», se garde disponible pour des projets éventuels de joint venture avec celui-ci.

Toshiba et Motorola, selon un accord annoncé en novembre dernier, comptent produire ensemble puces de mémoire et micro-processeurs dans une usine à Izumi, à 350 km au nord de Tokyo, dès le printemps 1988.

Toshiba et Hitachi vont également entamer la production des semi-conducteurs aux Etats-Unis, alors que NEC, déjà présent sur le sol américain, en augmentera sa production.

L'accord sur les semi-conducteurs ne couvrant que certains types de puces mémoire, les Japonais aujourd'hui fontent sur la nouvelle génération de puces, à plus grande capacité de stockage.

La guerre des puces n'est décidément pas finie. Mais à en juger des résultats jusqu'ici, il ne serait pas difficile d'en prédire d'ores et déjà le gagnant.

LILLIAN GINOZA est une journaliste pigiste qui a ses bureaux à Tokyo.

Une Française et son fils tués par la lave de l'Etna

AFP

CATANE.

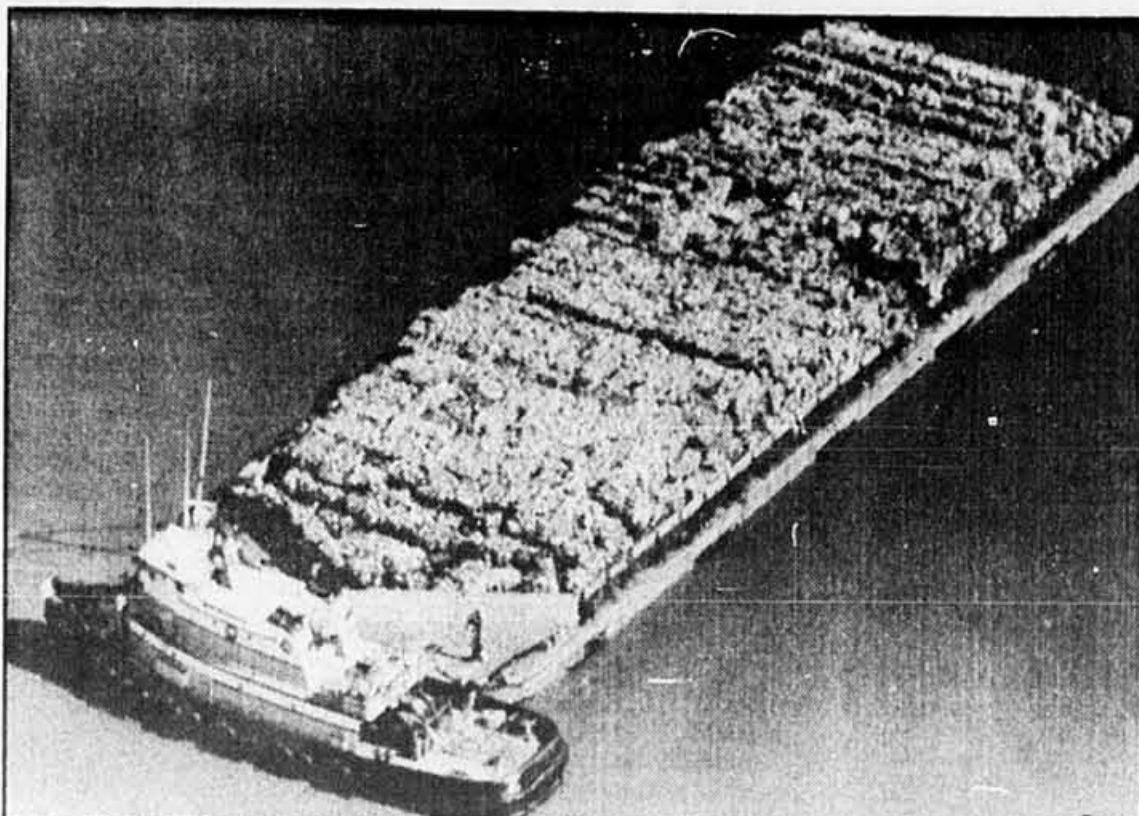
■ Une Française et son fils de 9 ans ont été tués hier après-midi sur les flancs de l'Etna à la suite d'une explosion d'origine volcanique qui a blessé son mari et ses deux autres enfants, a-t-on appris auprès de la Protection civile à Catane (Sicile).

La famille Prevot, qui réside à Rome, était en train de gravir les pentes du volcan à proximité du sommet avec une dizaine de touristes conduits par un guide lorsque une explosion près du cratère a fait sauter un bouchon de lave. Projetés en l'air, les blocs de lave sont retombés sur le groupe quelques centaines de mètres plus bas.

Danièle Prevot, 41 ans, a été tuée sur le coup et son fils Pierre Henri, 9 ans, a été grièvement blessé. Il est décédé à l'hôpital Garibaldi de Catane. Le père, Marc Prevot, 42 ans, attaché à l'ambassade de France à Rome et ingénieur de l'armement, et ses deux autres fils, Hughes et Alexis, âgés de 12 et 15 ans, ont été légèrement blessés. Deux autres touristes ont également été blessés, une jeune femme italienne et un Allemand de l'ouest victime d'une fracture du péroné. Leurs identités ne sont pas encore connues.

En 1979, une explosion de même nature avait tué neuf touristes italiens et en avait blessé trente autres.

La Caroline du Nord et la Louisiane refusent les déchets de New York

AFP
VENICE, Louisiane

■ Trois mille tonnes d'ordures transportées par péniche depuis l'Etat de New York et que la Caroline du Nord a déjà refusé d'accueillir, étaient bloquées hier, à 2 200 km de leur point de départ, par les dirigeants de la Louisiane qui affirment ne pas davantage en vouloir.

« J'aimerais bien aider les gens de New York, mais nous n'avons pas de place pour ces ordures », a déclaré le gouverneur de l'Etat, Edwin Edwards. « Nous devons prendre soin de nos propres ordures et New York devra en faire autant. »

La péniche chargée d'ordures, en provenance de Long Island où les décharges sont archi-pleines, flotte maintenant dans le port de Venice, à l'embouchure du Mississippi. Un juge de Louisiane a interdit le déchargement jeudi soir et a demandé à la société propriétaire de lui indiquer dans les 24 heures ce qu'elle pensait faire de cet énorme tas de déchets.

La péniche et sa barge d'ordures newyorkaises PHOTO AP

30%* DE RABAIS

À LA BAIE, C'EST LA VALSE DES RABAIS

UN

Remarquez le prix. Chacun de ces modèles vous est offert à 34.99

DEUX

Faites votre choix. Il y en a sûrement une paire qui vous ravira!

TROIS

Obtenez 30% de rabais! Faites vite et venez à la Baie.

L'ÉVÈNEMENT CHAUSSURES!

A. Mocassin sport 'Bay Club'. Rose, blanc. Pas exactement tel qu'illustré. 6 à 9 avec 1/2 et 10. Ord. 50\$ 34.99 LA PAIRE

B. Ballerine 'Jeunesse' 2-tons. Beau modèle en cuir souple. Blanc/rose, blanc/blanc. 6 à 9 avec 1/2 et 10. Ord. 50\$ 34.99 LA PAIRE

C. Mocassin 'Jeunesse' en cuir. Blanc, vanille, rose et jaune. 6 à 9 avec 1/2 et 10. *Prix après lancement 50\$ 34.99 LA PAIRE

D. Escarpin 'Bay Club' en cuir à talon moyen. Blanc, os, rose ou rouge. 5 1/2 à 10. *Prix après lancement 50\$ 34.99 LA PAIRE

E. Escarpin 'Bay Club' en cuir à talon bas. Blanc, os, bleu moyen, rose. Pour dames 5 1/2 à 10. Après solde 50\$ 34.99 LA PAIRE

F. Flâneur 'Jeunesse' à talon plat. En cuir du Brésil souple avec première coussinée. Blanc, canari, turquoise. 6 à 9 avec 1/2 et 10. Ord. 50\$ 34.99 LA PAIRE

G. Escarpin 'Jeunesse' à talon moyen. Découpe sur les côtés, empeigne perforée avec bouton. Blanc, rose ou turquoise. 6 à 9 avec 1/2 et 10. Ord. 50\$ 34.99 LA PAIRE

H. Escarpin 'Bay Club' à talon moyen, avec empeigne perforée en cuir de veau souple. Blanc, os, rose cendré ou noir. 5 1/2 à 10. Ord. 50\$ 34.99 LA PAIRE

34.99

LA PAIRE

Chaussures pour la famille, division 012

C'est MOINS CHER que vous pensiez à la Baie

AVIS À NOTRE CLIENTÈLE

MODIFICATION de nos heures d'ouverture durant la grève de la STCUM à notre magasin du centre-ville de Montréal. Les lundi, mardi, mercredi et samedi de 9 h à 17 h. Les jeudi et vendredi de 9 h à 21 h. NOTEZ QUE LES HEURES D'OUVERTURE DES SUCCURSALES DEMEURENT INCHANGÉES.

la **Baie**